

TICAD

Le Japon en Afrique : un acteur actif mais discret

Par Redouan NAJAH

RP - 09/22

Si l'Afrique est de nos jours convoitée par de nombreux acteurs (Turquie, Chine, Russie, etc.), le Japon y renforce et diversifie sa présence. Deuxième contributeur de la Banque africaine de développement (BAD), le pays du « soleil levant » s'implante en Afrique centrale, du Nord et de l'Est, avec un focus sur le domaine technique avec des objectifs très précis (nouvelles technologies, sécurité alimentaire, infrastructures). C'est cependant un partenaire qui privilégie la discrétion dans son approche. Ses domaines d'intervention sont la technologie, le numérique, l'innovation, l'agriculture et le développement durable (principal pilier de son engagement sur le continent), devenant ainsi un partenaire important de l'Aide publique au développement (APD) via la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), l'initiative phare de Tokyo pour soutenir la croissance en Afrique.

About Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street, Hay Riad, Rabat, Morocco.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

RESEARCH PAPER

Le Japon en Afrique : un acteur actif mais discret

Redouan NAJAH



THINK • STIMULATE • BRIDGE

SOMMAIRE

Introduction	5
I. Un intérêt pour le continent africain suscité par les crises énergétiques	6
II. Mécanismes et acteurs de la coopération	7
1. La TICAD, en tête du soft power nippon	7
2. La JICA, acteur principal de la coopération bilatérale	10
3. Autres leviers de la coopération	12
III. Les domaines de la coopération	17
1. La diplomatie et l'économie	17
2. Le maintien de la paix et de la sécurité	19
3. L'Aide publique au développement	20
IV. L'écosystème des investissements japonais en Afrique	24
V. Le Maroc : un partenaire important	28
Conclusion	30
Bibliographie	32
Annexes	33

Introduction

Parler du Japon d'aujourd'hui c'est évoquer la troisième puissance économique mondiale¹, le premier sponsor bilatéral mondial du financement climatique, un importateur majeur de produits énergétiques et alimentaires, un grand exportateur de produits finis ou semi-finis, et des services à haute valeur ajoutée, et membre du G20. Les relations de ce pays avec l'Afrique remontent aux années 1950 et se sont intensifiées avec la mise en place de la TICAD² en 1993. Malgré ses relations anciennes avec l'Afrique, le Japon accuse un certain retard par rapport aux autres acteurs. En 2013, il représentait 3 % du commerce de l'Afrique, et en 2014, il ne représentait que 2,7 % des échanges commerciaux de l'Afrique, selon l'Organisation du Commerce et du Développement économiques (OCDE).

Si aujourd'hui nous assistons à de nombreux forums de dialogue avec l'Afrique, comme les sommets France-Afrique, Chine-Afrique, c'est l'empire du soleil levant qui a initié le mouvement.³ Celui-ci continue de promouvoir son initiative TICAD pour le développement de l'Afrique qui, depuis son lancement a acquis une importance croissante en tant que conférence internationale et multilatérale visant à faire face aux problèmes de développement en Afrique. L'un de ces objectifs clés est de faciliter les partenariats mondiaux entre les secteurs privé et public. Tokyo tente de passer d'une politique centrée sur l'Aide publique au Développement (APD) à une approche basée beaucoup plus sur les investissements privés. Ceci à travers une série de mesures de relance déployées dans le cadre de sa diplomatie économique, cherchant ainsi à améliorer son positionnement sur le marché africain par rapport aux autres acteurs asiatiques (Chine, Inde, Corée...etc.) et occidentaux (Union européenne, Etats-Unis, Royaume-Uni...etc.). Tokyo fait de l'Afrique une priorité stratégique qui va au-delà de la promotion de ses intérêts énergétiques et économiques, en élargissant son partenariat aux niveaux politique et sécuritaire.⁴

Ce géant économique asiatique, dont la diplomatie s'appuie sur la prévention des conflits et l'APD, place l'Afrique dans sa grande vision stratégique. Entre 2012 et 2020, l'ancien et regretté Premier ministre, Shinzo Abe, a cherché à démontrer le fort intérêt du Japon pour l'Afrique, et pendant son mandat (8 ans) a promis un soutien financier au continent africain totalisant \$60 milliards lors des sommets de la TICAD de 2013 et 2016, et a dévoilé sa vision pour un « Indopacifique libre et ouvert (IPLO) », lors de la TICAD VI à Nairobi, au Kenya, en 2016, cherchant ainsi à gagner du terrain face à la Chine qui a lancé son projet phare « Belt and Road Initiative » en 2013 pour le financement des infrastructures.

Dans ce Papier, nous allons essayer de dresser un bilan de l'engagement japonais en Afrique, avec un premier volet historique qui tentera de remonter l'histoire de l'intérêt du Japon pour l'Afrique. Le deuxième volet traitera des différents mécanismes de coopération Japon-Afrique (bilatéraux (JICA, FAD), multilatéraux (TICAD) et autres leviers). Dans un troisième volet nous explorerons les principaux domaines de coopération entre le Japon et l'Afrique. Le quatrième volet sera consacré à l'écosystème des investissements et des entreprises japonaises implantées en Afrique, et à la place du Maroc comme principal partenaire du Japon au Maghreb et en Afrique.

1. Pendant près de 50 ans, le Japon a été la 2^{ème} puissance économique mondiale, derrière les Etats-Unis. Au début des années 1990, il était sur le point de dépasser les Etats-Unis et de devenir la 1^{ère} puissance.

- Casado, Élise. « Le Japon : éternel second ? » Misterprepa, 2021, <https://misterprepa.net/le-japon-eternel-second/>.

- Komiya, Ryutaro. « Les trois secrets de la réussite économique du Japon ». *Le Monde diplomatique*, 1er décembre 1967.

2. Tokyo International Conference on African Development. Voir : Rombi, Serge. « Le Japon, un nouveau modèle de coopération en Afrique ». *euronews*, 31 août 2017.

3. Le Japon et l'Afrique : évolutions récentes et coopération ancienne : Programme Japon : [FRS](#).

4. « Le Japon fait de l'Afrique une priorité stratégique ». [IRIS](#).

I. Un intérêt pour le continent africain suscité par les crises énergétiques

Le Japon a commencé à s'intéresser au continent africain à partir de la première crise pétrolière de 1973.⁵ A partir de cette date, les dirigeants japonais ont décidé de se diriger vers l'Afrique pour diversifier les importations de leur pays en ressources énergétiques qui, jusque-là, provenaient presque entièrement du Moyen-Orient. En 1974, le ministre des Affaires étrangères d'alors, Toshio Kimura, a effectué la première visite officielle d'un responsable japonais sur le continent, visite qui l'avait mené en Égypte, au Ghana, au Nigeria, au Zaïre et en Tanzanie. Dès 1975, la part des importations du pétrole en provenance de l'Afrique a atteint 3 %. Après la deuxième crise pétrolière de 1979, Naoshi Sonoda, alors ministre des Affaires étrangères, s'était rendu en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Sénégal, en Tanzanie et au Kenya. Ces deux visites ont confirmé la volonté de Tokyo de diversifier à la fois ses importations en matières premières et ses investissements. Par conséquent, durant cette période allant de 1974 à 1980, parallèlement à l'augmentation des importations en pétrole, l'APD japonaise à l'Afrique a augmenté de manière significative, atteignant 15 % de l'aide totale à l'Afrique à la fin des années 1980.⁶

Au début des années 1980, la politique de sécurité globale adoptée par le Japon et la crise économique qui a touché les Etats-Unis, ont poussé le Japon à redynamiser son APD à l'Afrique entre 1981 et 1988. Entre 1989 et 2000, Tokyo a commencé à s'engager politiquement en Afrique à travers sa participation à des Opérations de maintien de la paix des Nations unies, ainsi qu'économiquement à travers son initiative de la TICAD. Le pays du soleil levant est ensuite devenu l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Afrique.

L'expansion du capitalisme japonais est due principalement à la faiblesse de ses dépenses militaires qui représentaient 1,5 % du Produit national brut (PNB) dans la période post-Seconde Guerre mondiale, contre 7 % durant la période d'avant-guerre.⁷ Cette stratégie a permis au Japon d'investir annuellement 35 % à 40 % de son PNB. Ces investissements ont permis la réalisation d'un complexe industriel doté d'une capacité de production qui, dès 1968, avait propulsé le Japon à la 2^{ème} place de l'économie mondiale.⁸

Le contexte géopolitique des années 1990, notamment la chute de l'URSS et du mur de Berlin, était favorable à une percée du Japon dans le continent africain. En effet, ses énormes besoins en énergies ont contribué à la naissance de la TICAD, qui était venue faire du Japon un précurseur d'un nouveau modèle de développement. Avec le recul considérable de l'APD entre 2001 et 2010, à la suite des différentes crises économiques qui ont touché le Japon,⁹ celui-ci est devenu de plus en plus concurrencé par d'autres acteurs, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, et ses relations commerciales étaient restées très limitées. En 2007, les échanges commerciaux entre le Japon et l'Afrique ont atteint près de \$30 milliards, bien en deçà de ceux de l'Union européenne, des Etats-Unis et de la Chine (qui a renforcé ses liens avec le continent depuis le lancement du forum de coopération Chine-Afrique, en 2000, inspiré de l'initiative japonaise de la TICAD, lancée en 1993).

5. « Quand l'histoire bégaie : le Japon en Afrique au début du XXe siècle ». Asialyst, 14 mars 2020.

6. Struye de Swielande, Tanguy. « Chapitre IV. L'Inde, le Japon, la Russie et le Brésil, acteurs en devenir en Afrique ? » La Chine et les grandes puissances en Afrique. Presses universitaires de Louvain, 2013, p. 139-157. Livres OpenEdition,

7. Max Derruau, Le Japon, Paris, PUF, 1975, p.165.

8. Ministère des Affaires étrangères, Relations Côte d'Ivoire-Japon, Abidjan, BNEDT, Editions 1999, p.16.

9. La crise économique de 2008 et les suivantes ont fait chuter le PIB du Japon qui a subi une perte de 0,7 % en 2008, suivie d'une perte de 5,2 % en 2009. Aussi, le tremblement de terre de Tohoku de 2011, a déstabilisé l'économie japonaise.

Depuis lors, le Japon tente de rattraper son retard par une série d'initiatives et de mécanismes de coopération comme la TICAD, la JICA, la JAIDA, le JETRO etc... Sous le gouvernement Shinzō Abe, premier ministre de 2012 à 2020, les relations entre l'Afrique et le Japon se sont renforcées.

II. Mécanismes et acteurs de la coopération

Dans le « Livre bleu diplomatique 2017 », publié par le ministère japonais des Affaires étrangères, on peut identifier une coopération Japon-Afrique de deux niveaux¹⁰ : la TICAD, en tant que cadre politique d'une coopération multilatérale, où le Japon et l'Afrique se rencontrent régulièrement pour créer des projets, les réaliser et les évaluer, et la JICA en tant qu'un acteur de coopération bilatérale et habituelle, cette dernière étant à la base de l'image positive du Japon auprès des Africains.

1. La TICAD, en tête du soft power nippon

Depuis 1993, le Japon organise la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, un forum auquel participent non seulement les pays africains mais aussi les Organisations internationales, comme l'Organisation des Nations unies (ONU), le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), la Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque mondiale (BM) etc..., ainsi que le secteur privé et la société civile. Ce forum est considéré comme une plateforme pour le développement de l'Afrique.¹¹

La TICAD¹² se tenait tous les cinq ans jusqu'à 2012, et tous les trois ans depuis 2013. Un cycle triennal qui, depuis 2016, se tient alternativement au Japon et en Afrique.¹³ La sixième édition s'est tenue pour la première fois hors du Japon, à Nairobi, au Kenya, en 2016.¹⁴ Ces 27 et 28 août 2022, c'est en terre tunisienne, en Afrique, donc, que se tiendra la deuxième TICAD organisée hors du Japon.

10. Le Japon et l'Afrique après la TICAD V (2013) – ENA

11. Histoire de la TICAD / <https://www.mofa.go.jp/files/000509391.pdf>. Page 7

12. « TICAD ». Ministère des Affaires étrangères du Japon, <https://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/index.html>.

13. Qu'est-ce que la TICAD ? | Vers une Afrique résiliente, inclusive et prospère | l'Agence japonaise de Coopération Internationale. <https://www.jica.go.jp/TICAD/fr/ticad/whats/index.html>. Voir également <https://www.mofa.go.jp/files/000509391.pdf>

14. https://www.japan.go.jp/tomodachi/_userdata/pdf/2016/autumn2016fr/06_07fr.pdf

Tableau 1 : les éditions de la TICAD depuis sa création 15

	Conférence	Année	Lieu	Recommandations et directives
1	TICAD-1	1993	Japon	Adoption de la déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique.
2	TICAD-2	1998	„	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption du « Programme d'action de Tokyo (TAA) ». • Etablissement du double principe de la TICAD : l'appropriation par l'Afrique et les Partenariats avec la communauté internationale.
3	TICAD-3	2003	„	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement ferme de soutenir le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine. • Déclaration du 10ème anniversaire de la TICAD.
4	TICAD-4	2008	„	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un fonds de \$2,5 milliards (Facility for African Investment) pour la période 2008-2012. • Adoption de la Déclaration et du Plan d'action de Yokohama.
5	TICAD-5	2013	„	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement d'investissement de \$32 milliards sur cinq ans.
6	TICAD-6	2016	Kenya	<ul style="list-style-type: none"> • Annonce de la stratégie "Inde-Pacifique libre et ouvert". • Investissement de \$30 milliards en Afrique entre 2016-2018, pour des projets tels que des infrastructures de haute qualité. • Adoption de la Déclaration des dirigeants confirmant la promotion de l'investissement dans des infrastructures de qualité. • Après la conférence, le Japon crée l'Association de développement des infrastructures Japon-Afrique en septembre 2016.
7	TICAD-7	2019	Japon	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir le dialogue public-privé entre l'Afrique et le Japon.
8	TICAD-8	2022	Tunisie	Prévue pour les 27 et 28 août.

Compilation de l'auteur.

Sources : TICAD V 2013, Open-JICA report 2013, UNIDOR 2019, AFDB 2017

Depuis sa création en 1993, le Japon a toujours organisé la TICAD avec d'autres co-organisateur, initialement l'ONU¹⁵ et la coalition mondiale pour l'Afrique¹⁶ (CMA, dissoute par la suite), plus tard d'autres leaders mondiaux du développement s'y sont joints, dont le PNUD¹⁷ et la Banque mondiale. En 2010, la Commission de l'Union africaine (CUA) fera partie des co-organisateur.¹⁸

15. L'Organisation des Nations unies.

16. La Coalition est fondée en 1991. Elle fut un des co-organisateur de la TICAD, et dissoute en 2007, pour avoir atteint les buts fixés (sensibiliser la communauté internationale aux problèmes de l'Afrique).

17. Le Programme des Nations unies pour le Développement.

18. La revue des 20 années de la TICAD, Rapport complémentaire, février 2013, JICA.

Tableau 2 : Evolution des co-organisateur¹⁵

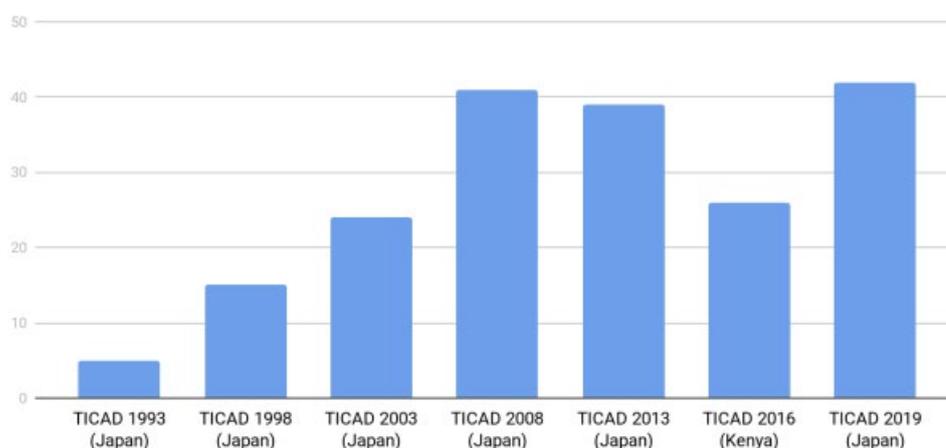
	Conférence	Année	Les co-organisateur
1	TICAD-1	1993	Japon, ONU, CMA
2	TICAD-2	1998	Japon, ONU, PNUD, CMA
3	TICAD-3	2003	Japon, ONU, PNUD, CMA, Banque mondiale
4	TICAD-4	2008	Japon, ONU, PNUD, Banque mondiale
5	TICAD-5	2013	Japon, ONU, PNUD, Banque mondiale, CUA
6	TICAD-6	2016	Japon, ONU, PNUD, CUA, Banque mondiale Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique.
7	TICAD-7	2019	Japon, ONU, PNUD, CUA, Banque mondiale.
8	TICAD-8	2022	Japon, ONU, PNUD, CUA, Banque mondiale.

Compilation de l'auteur.

Au cours des sept éditions de la TICAD, les discussions, les décisions et les agendas d'action ont porté sur le respect de deux principes clés, l'appropriation (Ownership) et le partenariat (Partnership) :

1. le principe de l'appropriation stipule que l'aide au développement doit être conduite de manière que, passé un délai raisonnable, le pays bénéficiaire maîtrise et porte sa dynamique de développement ;
2. le principe de Partnership recommande que la contribution de la TICAD au développement de l'Afrique soit conçue et mise en œuvre de telle façon qu'elle permette d'établir des relations de partenariat équilibrées et durables.¹⁹

Depuis sa création, le nombre d'engagements des dirigeants africains n'a cessé d'augmenter, passant de moins de 10 en 1993 à plus de 40 en 2008 et en 2019, comme le montre le graphique ci-dessous.



Source : <https://forumibnkhaldoun.org/wp-content/uploads/2021/05/annexe-debat-ticad-9.45.pdf>

19. Annexe au débat sur TICAD- Tunisie. Forum Ibn Khaldoun pour le développement (FIKB). 25/05/2021. <https://forumibnkhaldoun.org/wp-content/uploads/2021/05/annexe-debat-ticad-9.45.pdf>

2. La JICA, acteur principal de la coopération bilatérale

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), autrefois une organisation quasi-gouvernementale placée sous l'autorité du ministère des Affaires étrangères, est devenue une Agence gouvernementale indépendante qui coordonne et gère l'aide publique au développement (APD), avec pour mission de promouvoir la coopération internationale.

La JICA est chargée de la mise en œuvre de tous les programmes d'APD (coopération technique, coopération financière et d'investissements, dons — à l'exception des contributions aux organismes internationaux).²⁰ Il s'agit de la plus grande agence d'aide bilatérale au monde, opérant dans plus de 150 pays et régions et disposant de près de 90 bureaux à travers la planète. La JICA a des bureaux de représentation et de proximité dans une trentaine de pays africains.²¹

31 Bureaux de la JICA en Afrique en 2020 (29 en 2016)



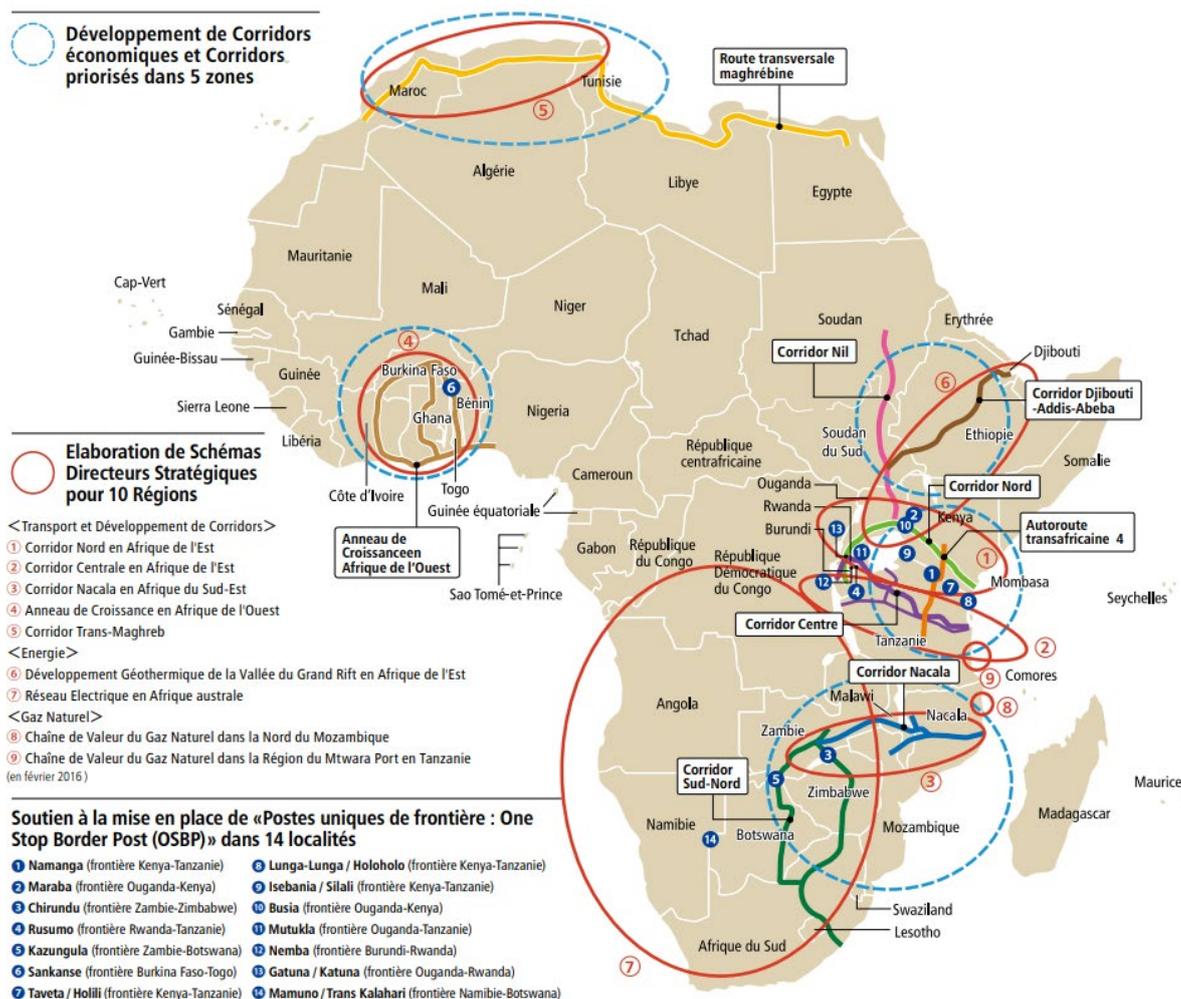
Compilation de l'auteur.

Source : https://www.jica.go.jp/TICAD/fr/overview/publications/nadasn00000002k6-att/ticad7_fr.pdf

Jusqu'en 2017, l'Agence mettait en œuvre des projets d'infrastructures de transport dans le cadre de l'intégration régionale, comme le montre la carte ci-dessous.

20. Voir le graphique n°2 en page 20 | section III : les domaines de la coopération | titre (2) : L'Aide publique au développement.

21. Rapport annuel 2020 de la JICA : <https://openjicareport.jica.go.jp/pdf/12359105.pdf> - Profil de la JICA .



Source : https://www.jica.go.jp/english/publications/brochures/c8h0vm0000avs7w2-att/TICADV_fr.pdf

La JICA a été créée en 1974 pour gérer la coopération économique japonaise, regroupant ainsi des organisations travaillant dans les domaines du développement. Cependant, et conscientes des limites de sa gestion de l'APD répartie entre trois ministères, (Affaires étrangères, Finances, et Économie, commerce et industrie), ainsi que dix autres départements disposant également de leur propre budget d'APD, les autorités nippones ont lancé une nouvelle refonte des institutions qui s'est traduite par la création de la « New JICA » en octobre 2008, censée être l'unique organe public d'implémentation de la politique d'APD japonaise (comme l'Agence française de développement en France) en regroupant la JICA et la JBIC (Banque japonaise pour la coopération internationale)²² sous une même organisation chargée de gérer les dons et les subventions ainsi que l'ensemble des instruments d'APD.²³

Dans le cadre de cette réorganisation, la nouvelle JICA a créé l'Institut de recherche JICA-RI²⁴, un think tank utile pour le gouvernement japonais et pour la communauté internationale. Mandaté pour fournir une perspective globale du développement qui intègre les facteurs politiques, économiques, sociaux et historiques.²⁵

22. Site Web de la banque : <https://www.jbic.go.jp/en/> | Voir également le Tableau (page.11).

23. L'APD japonaise et l'Afrique : vers un partenariat fructueux ? Ifri. Julien Kita, Septembre 2008. P.12 ; voir la section III : les domaines de coopération Japon-Afrique.

24. Voir le site web de l'Institut : <https://www.jica.go.jp/jica-ri/index.html>

25. New JICA, New think tank. ODI, Fletcher Tembo. <https://odi.org/en/insights/new-jica-new-think-tank/>

3. Autres leviers de la coopération

Outre les trois principaux mécanismes et intervenants, que sont donc la TICAD, la JICA et les FAD, le Japon fait appel à d'autres instruments (programmes, initiatives et forums) de coopération qui touchent à des domaines allant du monde des affaires, de la paix et de la sécurité, au social et à la technologie :

dans le domaine des affaires, le Japon et le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) ont organisé le Forum des affaires Asie-Afrique (Africa-Asia Business Forum, AABF), en 2001 en Afrique du Sud, et en 2004 au Sénégal, auquel avaient participé de nombreux représentants d'entreprises asiatiques et africaines. Ce forum avait été suivi par la Conférence Asie-Afrique sur le commerce et les investissements (Asia-Africa Conference on Trade and Investment, AATIC), de la TICAD début novembre 2004 à Tokyo avec la participation de leaders africains, comme Olusegun Obasanjo du Nigeria, et Mwai Kibaki du Kenya.²⁶

Le Japon promeut ses entreprises en Afrique, en créant des mécanismes d'influence qui encadrent la sphère des affaires rassemblant des organisations, banques, forums et programmes :

- **l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO)**, créée en 1951, et compte neuf bureaux en Afrique, principalement au Kenya, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Éthiopie, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Maroc et en Égypte, et joue un rôle d'accompagnement des entreprises, en leur fournissant des informations sur l'évolution du marché africain et les opportunités d'investissement;
- **la Japan Bank for International Cooperation (JBIC)**, lancée en 1999, est le fruit de la fusion de l'Export-Import Bank of Japan (JEXIM) et de l'Overseas Economic Cooperation Forum (OECF). Elle reprend les activités de ces deux entités, en octroyant des crédits et des garanties pour soutenir les entreprises privées japonaises à l'étranger pour JEXIM et des crédits d'APD pour l'OECF ;
- **le programme Facility for African Investment and Trade Enhancement (FAITH)** a été lancé en 2013.²⁷ Il s'agit d'une extension de la (FAI) « **Facilité JBIC pour l'investissement en Afrique** » (FAI), lancée par **Japan Bank for International Cooperation** en avril 2009²⁸ dont l'objectif est de faciliter l'accès des sociétés japonaises au marché africain (notamment dans les domaines des matières premières et des infrastructures) ;²⁹
- **le Forum des affaires Japon-Afrique (JABF)**, lancé en 2014 et conçu pour promouvoir l'Afrique en tant que destination de choix pour le commerce et les investissements.³⁰ Le premier JABF s'est déroulé en 2014, un an après la TICAD-5, le deuxième en 2017 et le troisième en 2021 ;
- **le Forum économique public privé Japon-Afrique (FEPPJA)**, lancé en 2016, dont la première édition s'est tenue en mai 2018 en Afrique du Sud. La 2^{ème} édition en 2021 au Kenya.
- **la Communauté africaine du commerce au Japon (AfCCJ)**, initialement annoncée en tant que projet de **Chambre de commerce africaine au Japon**, a été créée pour appuyer les efforts

26. Ogasawara, Minoru. « La coopération japonaise à l'égard de l'Afrique ». *Afrique contemporaine*, vol. 212, no 4, 2004, pp. 6775. | www.Cairn.info

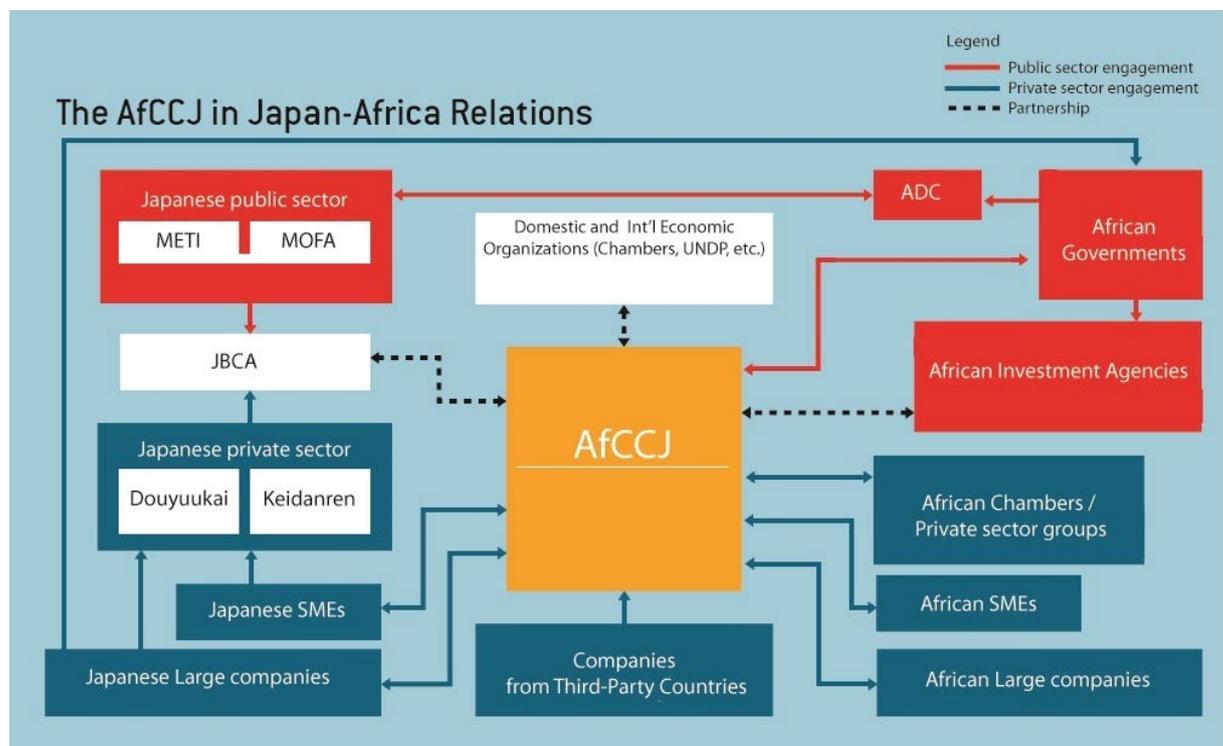
27. <https://www.jbic.go.jp/en/information/news/news-2013/0603-2140.html>

28. <https://www.jbic.go.jp/en/information/topics/topics-2008/0529-2212.html>

29. Matthysen, K, Custers, R., *Africa's Natural Resources in a Global Context*, IPIS, August 2009, p. 64.

30. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/forum-des-affaires-japon-afrique-2021-3e-edition-44143>

de l'African Diplomatic Corp (ADC) qui vise à promouvoir les opportunités d'investissement. L'AfCCJ agit en tant que facteur de liaison entre les opérateurs des secteurs privés, japonais et africains, et leur représentant en Afrique et au Japon.



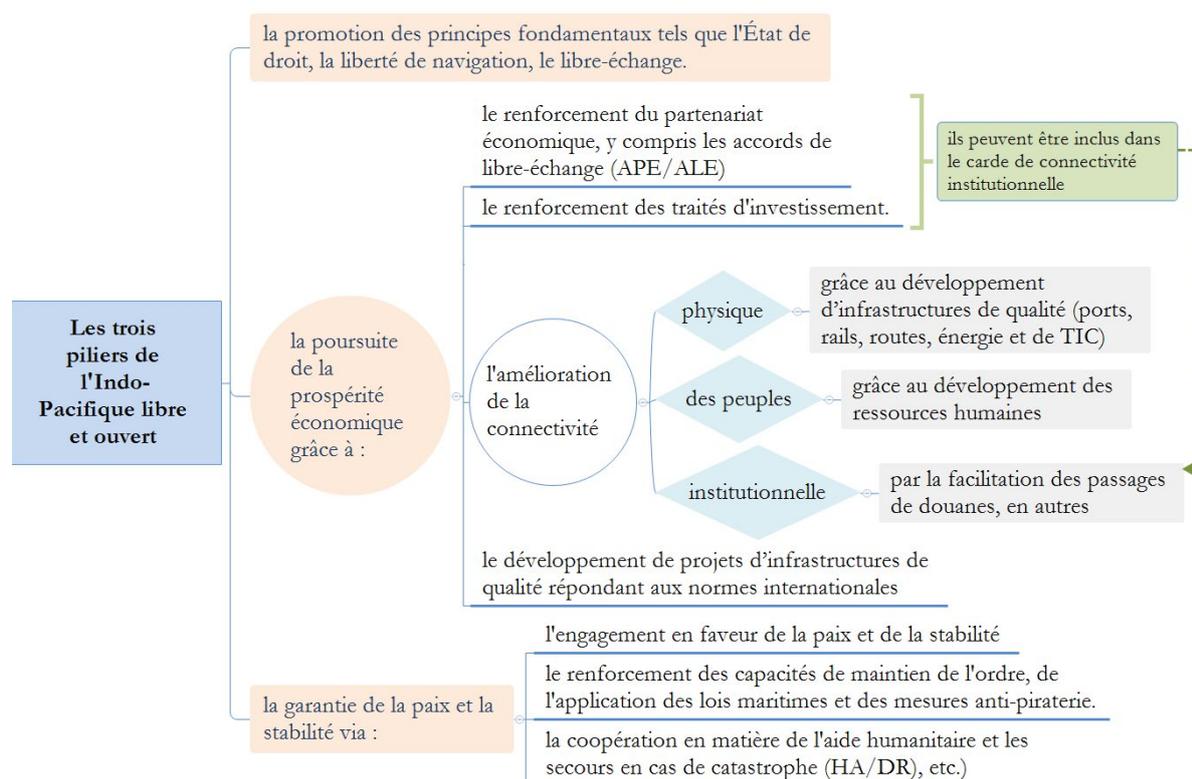
Source : <https://afccj.com/the-afccj-at-the-right-place-at-the-right-time/>

- l'initiative « Indo-Pacifique libre et ouvert » (FOIP) a été créée avec pour objectif de développer une région indopacifique libre et ouverte d'intérêt international commun.³¹ Elle est conçue comme une alternative aux nouvelles routes de la soie chinoises³² et repose sur trois piliers :³³

31. Le Japon et l'Afrique : évolutions récentes et coopération ancienne : Programme Japon : FRS.

32. La diplomatie économique du Japon en Afrique : un bilan de l'ère Abe, entre priorités stratégiques et réalités de terrain, Ifri, décembre 2020. P.16.

33. FOIP « Indo-Pacifique Libre et Ouvert »|Japan METI - Ministry of Economy, Trade, and Industry



Compilation de l'auteur.

Source : Institut canadien des Affaires mondiales (CGAI)

Les deux premiers piliers répondent aux enjeux économiques, tandis que le troisième est conçu pour gérer principalement les enjeux de sécurité nationale.³⁴ Le Japon a initialement formulé le projet sur la base d'une vision : pour les dirigeants japonais, la région Indopacifique ne peut atteindre une croissance économique qu'avec la création d'une économie dont le commerce est fondé sur des règles, un environnement sécurisé propice aux investissements ainsi qu'une meilleure connectivité.³⁵ L'objectif du FOIP est d'éviter que la région ne soit dominée par l'initiative "Belt and Road" de la Chine, qui vise à améliorer la connectivité transcontinentale entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique.³⁶

Dans le cadre de l'élargissement de la vision FOIP, les États-Unis, l'Australie, l'ASEAN, l'Inde, des pays européens comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, ainsi que l'Union européenne ont annoncé leurs propres initiatives régionales qui sont conformes à la vision du Japon, qui vise à renforcer et promouvoir la coopération avec tous les pays qui adhèrent à sa vision.³⁷ C'est dans la même logique que le Japon et l'Inde ont présenté en mai 2017 le projet de "Couloir de croissance Asie-Afrique (*Asia Africa Growth Corridor*)", visant à développer conjointement des projets d'infrastructures et de connectivité en Afrique ;

34. Takenaka, Harukata. Japan's "Free and Open Indo-Pacific" Vision: Strategic vision and domestic political institutions. Project for Peaceful Competition, février 2022.

35. Visions Indopacifique libre et ouvert canadienne et japonaise : objectif, forme et pratique. Institut canadien des Affaires mondiales (CGAI) P.15.

36. Free and Open Indo-Pacific. Japon Ministry of Defense's Approach. 2021. [Mod.go.jp](https://www.mod.go.jp)

37. Voir le visuel en annexe n°1

Pour savoir plus sur les rivalités de l'Indopacifique : « Working Toward a Free and Open Indo-Pacific ». Hosoya, Nicholas Szechenyi, Yuichi. Carnegie Endowment for International Peace.

dans le domaine des infrastructures, en 2016, à l'occasion de la TICAD-6, le ministère des Infrastructures, des Transports et du Tourisme a créé l'« Association de développement des infrastructures Japon-Afrique (JAIDA), à laquelle ont participé environ 170 personnes de 126 entreprises et organisations membres.³⁸ La JAIDA a pour objectif de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie japonaise « Infrastructure de Qualité » « Made With Japan ». Sa mission consiste à informer de manière régulière les parties africaines et japonaises concernées sur l'expérience et les capacités du Japon, ainsi que sur les opportunités de coopération, d'investissement ou de partenariat en matière d'infrastructure de qualité.³⁹

En outre, et dans le cadre de l'un des événements parallèles de la TICAD 7, en 2019, le ministère des Infrastructures, des Transports et du Tourisme a accueilli « la deuxième conférence Afrique-Japon public-privé pour des infrastructures de haute qualité », en partenariat avec la JAIDA, composée de plus de 180 entreprises, et la JICA en tant que co-sponsor. Les participants ont souligné que les secteurs public et privé coopéreront pour promouvoir le développement d'infrastructures de qualité en Afrique⁴⁰ ;

le secteur énergétique : en juillet 2017, le gouvernement du Japon et la BAD ont signé une lettre d'intention pour lancer l'Initiative énergétique Japon-Afrique, un soutien fort au New Deal pour l'énergie en Afrique⁴¹, lancé par la BAD en 2016, avec pour objectif l'accès universel à l'énergie en Afrique à l'horizon 2025 – en recourant notamment aux sources d'énergie renouvelables et aux technologies avancées⁴² ;

sur le plan technologique, en 2007, la JICA et l'Agence japonaise de Science et de Technologie (JST) ont mis en œuvre le projet SATREP "Science and technology research partnership for sustainable development". Depuis lors, l'Afrique est devenue un partenaire du Japon dans la chaîne d'innovation de technologies émergentes. En 2021, un total de 179 projets ont été lancés dans 53 pays.⁴³ En mai 2022, 65 projets SATREP de recherche internationale étaient en cours de réalisation dans 33 pays africains dans les domaines de l'environnement et de l'énergie, des bioressources, de la prévention et de l'atténuation des catastrophes.

Tableau 3 : répartition des projets SATREP dans le monde

Zone	Nombre de pays éligibles	Nombre de projets
Asie	14 pays	97 projets
Afrique	21 pays	44 projets
Amérique latine/Caraïbes	9 pays	27 projets
Autres régions	9 pays	11 projets
Total	53	179

Compilation de l'auteur.

Source : SATREPS [website](#), March 14, 2021

38. 1st "Japan-Africa Infrastructure Development Association" Conference | Ministry of Land, Infrastructure, Transport and Tourism. September 29th, 2016, https://ab-network.jp/docs/jaida/pressrelease/05_20160929.pdf

39. Annexe au débat sur TICAD- Tunisie. Forum Ibn Khaldoun pour le développement (FIKB). 25/05.2021.

40. White Paper on Development Cooperation 2019 | [Ministry of Foreign Affairs of Japan](#). 2019.

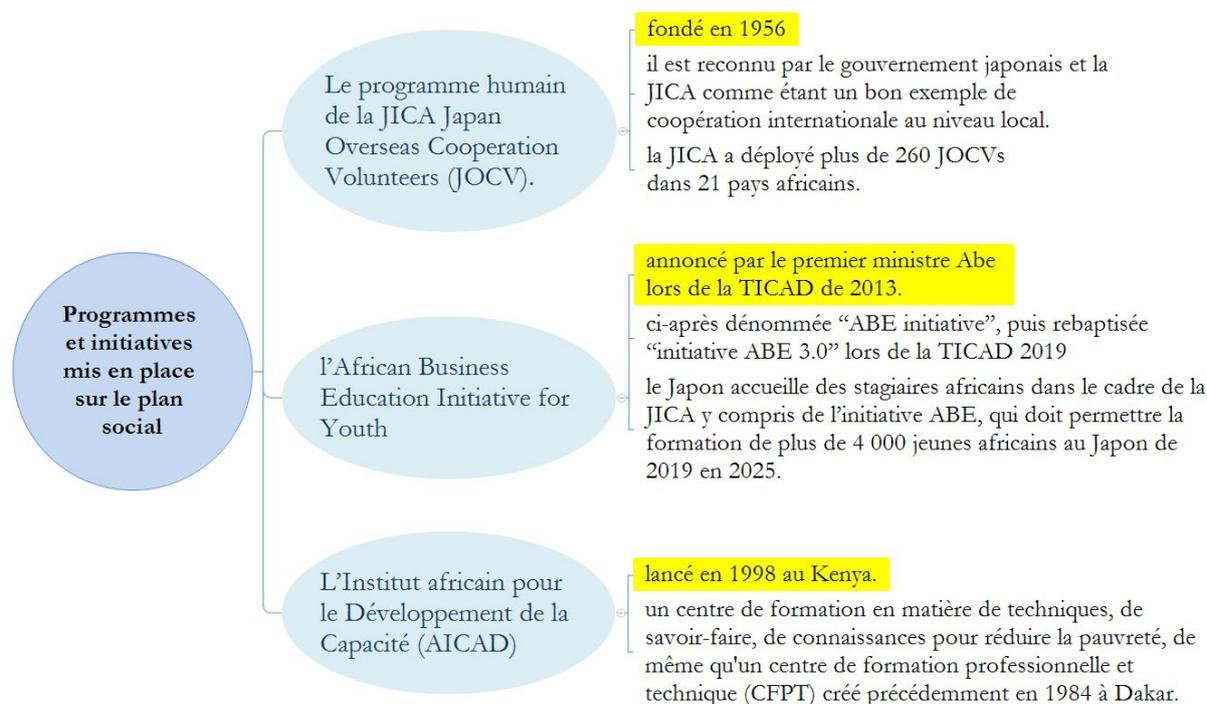
41. Banque africaine de Développement. « Le New Deal pour l'énergie en Afrique », 2018.

42. L'initiative énergétique Japon-Afrique réalisée sous les auspices de la Banque africaine de Développement et du gouvernement japonais | Banque, Développement Africain. BAD. 6 février 2019.

43. About SATREPS | SATREPS (Science and Technology Research Partnership for Sustainable Development). <https://www.jst.go.jp/global/english/about.html>.

Afin de promouvoir la coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, le Forum triennal sur les sciences et les technologies dans la société (STS) a été créé dans le cadre de la TICAD en 2004 par Koji Omi, ancien ministre japonais des Finances.⁴⁴

sur le plan social, le Japon utilise l'APD pour mettre en œuvre des programmes et projets de développement :



Compilation de l'auteur.

Dans le cadre du programme JOCV, sur les 2500 volontaires japonais dans le monde, plus de 800 sont en mission en Afrique. Lancée en 2011 et réalisée en 2014, l'Initiative Ashinaga pour l'Afrique (IAA) est un programme destiné aux étudiants de l'Afrique subsaharienne visant à les former dans les domaines du leadership et du développement.⁴⁵ Cette Initiative compte des bureaux au Sénégal et en Ouganda. Toujours dans les domaines de la santé et de l'éducation, entre 2008 et 2013 le gouvernement japonais a restauré 4778 établissements médico-sociaux et construit 1321 écoles ;⁴⁶

Tous ces dispositifs (programmes, forums, conférences, initiatives, institutions et organisations) comme la TICAD, la JICA, la New JICA, les FAD, la JETRO, la JBIC, le JABF, le FEPPJA, le FAITH, l'AfCCJ, la FOIP, la JAIDA, le JOCV, l'ABEIJ, l'IADC, le JETRO etc... sont des illustrations du soft power japonais en Afrique. Ils servent de mécanismes de coopération qui touchent à des domaines aussi divers et stratégiques allant de la diplomatie, de l'économie, au développement, au maintien de la paix, en passant par la sécurité. (Voir tous ces dispositifs en visuel dans l'annexe n°2).

44. « TICAD 7 : le Japon, l'Afrique du Sud et la Banque africaine de développement indiquent les priorités pour accélérer la transformation technologique de l'Afrique ». *Financial Afrik*, 30 août 2019.

45. « Notre Travail Ashinaga ». Ashinaga , <https://www.ashinaga.org/fr/our-work/>.

46. « Distancé par la Chine dans la conquête africaine, le Japon prépare lentement sa revanche ». *Agence Ecofin*.

III. Les domaines de la coopération

En plus de son approvisionnement en ressources énergétiques, l'intérêt accordé par le Japon au continent africain a aussi trait à la recherche, par Tokyo, du soutien des pays africains dans les instances internationales, plus spécifiquement pour son accès au statut de pays membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Dans le « livre bleu diplomatique 2017 » du ministère des Affaires étrangères on lit deux facteurs dans la rubrique de l'Afrique⁴⁷ :

1. le marché attrayant : l'Afrique est devenue l'une des zones importantes de la diplomatie économique japonaise et que ce marché pourrait devenir important ;
2. les risques cachés : pour garantir la stabilité, il faut miser sur le développement. C'est pourquoi le Japon tend à développer sa coopération avec l'Afrique.

Tenant compte de ces deux facteurs, l'objectif de la diplomatie japonaise en Afrique peut se résumer comme suit : soutenir le développement de l'Afrique par l'aide publique au développement, ouvrir des succursales d'entreprises japonaises en Afrique et tenir ses engagements internationaux en tant que 3^{ème} puissance économique mondiale, notamment en matière de paix et de sécurité.

1. La diplomatie et l'économie

Sur le plan diplomatique, le Japon dispose des représentations diplomatiques dans 36 pays africains (OHKAWA P.21). Compte tenu de sa population croissante et des ressources naturelles dont elle est dotée, la diplomatie japonaise s'intéresse à l'Afrique en tant que marché prometteur.⁴⁸ Selon le "livre bleu diplomatique 2017" : l'Afrique subsaharienne « *suscite l'intérêt de la Communauté internationale, en raison sa richesse en ressources naturelles et du haut potentiel de son marché* ». ⁴⁹

A l'époque de la décolonisation (les années 1960), le Japon ne disposait que de quatre ambassades en Afrique : en Ethiopie et au Ghana depuis 1955, au Congo et au Nigeria à partir de 1960.⁵⁰

Alors que le ministère japonais des Affaires étrangères disposait d'un département Afrique dès les années 60, ce n'est qu'en 2001 qu'a eu lieu la première visite d'un chef de gouvernement japonais au continent. Cette situation a fait perdre beaucoup de temps et d'opportunités à Tokyo face aux autres acteurs.

Malgré ces représentations, seulement trois Premiers ministres ont effectué une visite officielle en Afrique après la TICAD : Mori en 2001, Kiozumi en 2006 et Abe en 2013, 2014 et 2016.

En juin 2018, le Corps diplomatique africain au Japon (ADC), qui comprenait 38 Ambassades, a organisé des journées culturelles africaines appelées « IMA NO AFRICA », à Tokyo, destinées à promouvoir la culture africaine et approfondir les relations entre l'Afrique et le Japon.⁵¹

En août 2019, le Corps diplomatique africain à Tokyo et Inter Media Japan ont annoncé la création de la Chambre de commerce africaine au Japon (CCAJ) pour accélérer et accroître la participation

47. Le Japon et l'Afrique après la TICAD V (2013) – ENA

48. Ibid

49. Ministry of Foreign Affairs, Diplomatic Bluebook 2017 Chapter 2 Japan's Foreign Policy that Takes a Panoramic Perspective of the World Map, Section 7 Sub-Saharan Africa, pp.171. <https://www.mofa.go.jp/files/000290287.pdf>

50. Koïchiro MATSUURA, La diplomatie japonaise à l'aube du 21^e siècle, Paris, POF, 1998, p.120.

51. Ambassade de la Côte d'Ivoire au Japon. https://japon.diplomatie.gouv.ci/details_actualite.php?num=28&lang=

du secteur privé en Afrique et au Japon à un moment où la TICAD continuait d'abandonner progressivement l'aide publique au développement pour favoriser l'investissement direct étranger (IDE).⁵² L'objectif de la chambre était d'encourager les entreprises japonaises, notamment les PME, à considérer l'Afrique comme une destination crédible pour les investissements.

Un autre point sur lequel se concentrent les intérêts diplomatiques du Japon en Afrique, concerne les efforts de Tokyo pour réformer le Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU) et y obtenir un siège permanent. Bénéficiaire du soutien des 54 pays africains est une priorité politique du Japon en Afrique⁵³ ;

sur le plan économique, la stratégie du Japon en Afrique est centrée sur l'économie. Les échanges commerciaux entre le Japon et les pays africains, interrompus durant la Seconde Guerre mondiale, ont repris en 1954. Les exportations vers l'Afrique ont augmenté de 16 %, puis ont diminué à nouveau dans les années 1960, en atteignant une moyenne de 8 %. Cependant, la part du Japon dans les importations en provenance des pays africains a progressé jusqu'en 1975. Après cette date, le Japon a commencé à être concurrencé par d'autres géants asiatiques, la Corée du Sud et la Chine.⁵⁴ Le marché africain intéresse les exportateurs japonais et chinois.

En 2007, les échanges commerciaux entre le Japon et le continent ont atteint près de \$30 milliards (loin derrière l'Union européenne, les États-Unis et la Chine et en concurrence directe avec l'Inde et le Brésil).⁵⁵ En 2015, les échanges entre le Japon et l'Afrique s'élevaient à \$24 milliards alors que les exportations japonaises à destination du continent africain étaient de 1,4 % seulement. En 2018, le Japon a exporté \$ 8,1 milliards de marchandises vers l'Afrique et en a importé \$8,9 milliards. L'essentiel des importations nipponnes porte sur les matières premières : le charbon et le gaz du Mozambique, le fer de l'Afrique du Sud... et, de son côté, le Japon exporte vers l'Afrique des voitures et des produits électroniques.

En 2020, les exportations de l'Afrique vers le Japon s'élevaient à \$8,6 milliards, tandis que les importations africaines en provenance du Japon étaient d'environ \$7,9 milliards. Le pays africain qui bénéficie le plus des investissements japonais c'est le Maroc, où les constructeurs automobiles, tels que Yazaki et Sumitomo, ont investi massivement et installé des ateliers.⁵⁶

En termes d'emploi, en 2011 la communauté japonaise établie en Afrique se composait de quelques 8102 ressortissants, selon les statistiques du ministère japonais des Affaires étrangères.⁵⁷ Plus d'un quart des ressortissants japonais vivant en Afrique travaillent pour les 31 bureaux africains de la JICA (principale agence japonaise qui stimule le commerce), assure Ryuichi Kato, le vice-président de cette institution.⁵⁸

Cependant, le Japon reste à la traîne par rapport aux autres pays intervenant en Afrique. La présence économique du Japon sur le continent est très modeste par rapport aux autres puissances

52. « Ticad 7 : veut renforcer les partenariats entre les entreprises japonaises et africaines ». 2019. [Direct Infos Gabon](#).

53. La diplomatie économique du Japon en Afrique : un bilan de l'ère Abe, entre priorités stratégiques et réalités de terrain, Ifri, décembre 2020.

54. C. Jean-Raphaël. « Quand l'histoire bégaie : le Japon en Afrique au début du XXe siècle ». *Asialyst*, mars 2020.

55. « Chapitre IV. L'Inde, le Japon, la Russie et le Brésil, acteurs en devenir en Afrique ? » La Chine et les grandes puissances en Afrique, Presses universitaires de Louvain, 2013, p. 139-57. [Open Edition Books](#).

56. Japan, Africa Look to Deepen Trade Ties | [Africa Times](#). 5 mai 2022.

57. « La coopération japonaise en Afrique et le processus de la TICAD », Ichiro KOMATSU, Ambassadeur du Japon en France, 2013. https://www.emb-japan.go.jp/actualite_ambassade/pdf/Presentation_TICAD_textes.pdf

58. « Le secteur privé japonais est encore discret sur le continent » – *Jeune Afrique*, août 2022.

économiques mondiales (Etats-Unis, Chine...). Selon l'enquête de JETRO 2017, dans le domaine du commerce, les entreprises japonaises souhaitent coopérer avec l'Inde, l'Afrique du Sud et surtout avec la France pour prendre son appui sur l'Afrique francophone.⁵⁹

Pour développer ses relations économiques, le Japon compte sur l'aide au développement. La TICAD : conçue comme un forum de coordination axé sur l'aide au développement lors de sa création⁶⁰, est devenue aujourd'hui une plateforme de rencontre entre les communautés d'affaires japonaises et africaines et s'appuie sur l'entreprise et l'entrepreneuriat, l'investissement et l'innovation.⁶¹ Pour impulser le commerce, l'ex-Premier ministre Abe a créé le « Forum économique public-privé nippo-africain » en tant qu'institution permanente.⁶²

2. Le maintien de la paix et de la sécurité

Sur le plan militaire, le Japon s'est renforcé en implantant une base militaire à Djibouti en 2011 avec un effectif de 600 hommes constituant la première base japonaise à l'étranger depuis 1945.

Ainsi, la présence japonaise dans le continent africain se manifeste aussi sur le **plan sécuritaire**.⁶³ Les forces d'autodéfense (FAD) sont déployées dans des opérations de maintien de la paix dans le cadre des Nations unies. Depuis 2008, Tokyo a accordé un soutien financier hors APD à 11 centres de formation au maintien de la paix par le biais du PNUD dans des pays africains tels que le Bénin, le Cameroun, l'Egypte, l'Ethiopie (deux centres), le Ghana, le Kenya, le Mali, le Nigeria, le Rwanda et l'Afrique du Sud.

Jusqu'à 2010, Tokyo avait pris part à 12 Opérations de maintien de la paix de l'ONU⁶⁴. Dans le cadre de ces missions, des casques bleus des FAD ont été déployés dans quatre pays d'Afrique : l'Angola (1992), le Mozambique (1993) après la fin de la guerre civile, le Rwanda (1994), et le Soudan (2008).⁶⁵ En avril 2009, quelques dizaines de membres des FAD ont participé à des OMP, plaçant le Japon au 83^e rang en termes de contributions de personnel. En mars 2017, le gouvernement japonais a cessé d'envoyer des unités d'ingénierie de la Force d'autodéfense terrestre à la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (UNMISS).⁶⁶

En termes de formation, jusqu'en 2019, le Japon avait accueilli un total de 676 juges, procureurs et policiers de 39 pays africains dans le cadre des formations dispensées par l'UNAFEI (United Nations Asia and Far East Institute for the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders) visant à échanger les connaissances et les expériences dans le domaine de la justice criminelle et de prévention des crimes. De 2013 à 2018, plus de 140 policiers de différents pays africains ont suivi une formation dispensée par l'Agence nationale de la police japonaise.

Outre son approche collaborative et l'absence de passé colonial sur le continent, le Japon jouit d'une image plutôt positive auprès des Africains. Cependant, l'attentat d'In Amenas qui a eu lieu

59. Le Japon et l'Afrique après la TICAD V (2013) – ENA, pp.25-32.

60. En 1993, le Japon est apparu comme un pionnier, puis devenu le plus grand fournisseur d'APD dans le monde.

61. Discours d'ouverture de Shinzo Abe lors de la septième TICAD, à Yokohama, en août 2019, www.mofa.go.jp

62. Ibid. ENA, p.13.

63. « Le Japon a-t-il une carte à jouer sur les problématiques sécuritaires en Afrique de l'Ouest ? » ISSAfrica.org, 2022.

64. Akaha, Tsuneo. « Japon : trouver l'équilibre entre soft power et hard power ». Politique étrangère, no 1, avril 2011, pp. 115-127. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-1-page-115.htm> (p.9).

65. « Le Japon fait de l'Afrique une priorité stratégique ». IRIS.

66. Le retrait japonais du Sud-Soudan ou les limites de la politique militaire de Shinzo Abe. IRIS, 2017.

en Algérie en janvier 2013, au cours duquel dix ingénieurs japonais ont trouvé la mort, a marqué un tournant dans l'engagement sécuritaire du Japon. Après l'attentat, Tokyo a adopté trois nouveaux piliers en matière de politique étrangère : « renforcer les mesures contre le terrorisme international, soutenir la stabilisation au Sahel et au Maghreb, et promouvoir le dialogue et les échanges avec les pays islamiques et arabes ». ⁶⁷

Le Japon s'est engagé lors des TICAD à fournir des aides pour contribuer au renforcement de la sécurité. Par exemple, à la suite de l'attaque en Algérie, Tokyo a promis \$1,3 milliard d'aide humanitaire et au développement dans la région du Sahel. En 2016, elle s'est engagée à allouer \$120 millions au renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme.

En 2019, le Japon a adopté la « Nouvelle approche pour la paix et la stabilité en Afrique (NAPSA) », en se basant sur l'expérience cumulée dans la coopération sécuritaire en Afrique ⁶⁸ qui, avec les piliers de la TICAD-7 ⁶⁹, forme le cadre de sa stratégie en Afrique. Ce projet, lancé par Shinzo Abe, vise à surmonter l'insécurité et à fournir une assistance pour promouvoir l'initiative de résolution des conflits en Afrique. Depuis lors, Tokyo a renforcé ses activités dans les trois régions confrontées aux conflits et au terrorisme, le Sahel, le bassin du lac Tchad et la Corne de l'Afrique.

Dans ce sens, le Japon s'est joint à la Coalition pour le Sahel en juillet 2019, en tant que membre observateur, ainsi qu'à la 6^{ème} session de la Conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel qui s'est tenue à Nouakchott, en Mauritanie, en février 2020. Ces deux initiatives témoignent de l'intérêt que le Japon accorde à la stabilité de la région du Sahel. Cependant, il n'envisage d'intervenir que dans le cadre du deuxième pilier de la Coalition et lié au « renforcement des capacités militaires des Etats de la région ». ⁷⁰

Ces initiatives ont marqué le début de l'élargissement de l'engagement du Japon qui, traditionnellement, était axé sur la croissance économique et la sécurité en Afrique. Ses contributions sont restées limitées aux opérations non militaires ⁷¹ (envoi de personnel pour des missions non combattantes telles que le soutien logistique et technique, car l'article 9 de la Constitution japonaise n'autorise pas l'usage de la force comme moyen pour résoudre les conflits internationaux, reflétant ainsi un Japon non interventionniste. Mais la loi votée en 2015 et adoptée en 2016 était venue autoriser l'utilisation des armes lorsqu'il s'agit d'auto-défense. C'est sur la base de cette loi que le Japon a déployé ses forces au Soudan du Sud en 2016/2017.

3. L'Aide publique au développement

L'Aide publique au développement, en tant qu'instrument de politique nationale, reflète le soft power japonais. L'APD occupe une place prépondérante dans les efforts du Japon pour promouvoir la paix et la sécurité internationales. Entre 1980 et 1990, son montant global a triplé, faisant du Japon le pays le plus grand donateur au monde, position qu'il conservera jusqu'en 2001.

67. « La coopération japonaise en Afrique et le processus de la TICAD », Ichiro KOMATSU, Ambassadeur du Japon en France, 2013. [Ambassade du Japon en France](#), p.5.

68. Le Japon et l'Afrique : évolutions récentes et coopération ancienne : [Fondation pour la Recherche stratégique](#).

69. TICAD 7: Japan's contributions for Africa, August 2019 | [Ministry of Foreign Affairs of Japan](#).

70. La contribution du Japon en faveur de la paix et de la stabilité dans la région du Sahel | https://www.fr.emb-japan.go.jp/itpr_ja/11_000001_00266.html

71. La loi de 1993 autorisant l'envoi de forces non combattantes dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU illustre cette évolution.

En Afrique, l'APD est l'expression la plus perceptible de la diplomatie japonaise et de sa dynamique humanitaire ainsi que de ses objectifs. Le Japon a d'abord essayé d'utiliser l'aide comme moyen d'expansion commerciale. Cependant, ses objectifs se sont diversifiés, et des considérations sécuritaires, humanitaires, de coopération et de coordination avec d'autres pays donateurs s'y sont ajoutées. L'histoire de l'APD, dont le début remonte à 1954 lorsque le pays a adhéré au Plan Colombo, peut être divisée en cinq périodes⁷² :

la première (1954-1973) va des débuts de la diplomatie d'aide au premier choc pétrolier. Au cours de cette période, l'aide nippone s'est concentrée sur l'Asie, qui a bénéficié de 98,2 % de l'aide en 1970. La deuxième (1974-1980), s'étale du 1er choc pétrolier jusqu'en 1980 en passant par le second choc pétrolier, durant laquelle l'aide nippone, qui était principalement motivée par des considérations liées à la sécurité économique, a pris pour la première fois une dimension mondiale, entre autres en couvrant l'Afrique. Au cours de cette période, l'aide hors Asie a augmenté considérablement, en particulier l'aide bilatérale aux pays africains, dont le volume a été multiplié par 27,5 entre 1970 et 1980. Cette aide est devenue un outil majeur de la politique étrangère et un élément clé des négociations menées par la diplomatie japonaise, utilisée pour soutenir l'établissement de bonnes relations avec les pays producteurs d'hydrocarbures, principalement du Moyen-Orient. La troisième période (1981-1988) est celle de l'expansion de l'aide nippone. Durant cette période, le Japon a augmenté son aide à l'Afrique, qui atteignait le niveau record de 15,3 % en 1989. Cette part a ensuite diminué pour se maintenir à 10 %.

Au cours de la quatrième période (1989-2000), l'APD enregistre un bond significatif en dépassant l'aide américaine en 1989, faisant du Japon le premier fournisseur d'aide au monde, position qu'il maintient de 1991 à 2000. Son aide à l'Afrique a permis au Japon de se classer au quatrième rang derrière la France, les Etats-Unis et l'Allemagne en 1993.⁷³ Cependant, durant cette période, le contribuable japonais commençait à s'interroger sur la légitimité de l'APD accordée à des pays comme les Philippines, à la suite du soulèvement populaire de 1986 et à la crise du Golfe de 1991. L'entrée en scène des contribuables japonais a incité le gouvernement à adopter une charte de l'APD en 1992, imposant le respect, entre autres, du principe de la non-utilisation de l'aide à des fins militaires, la prise en compte de l'état de la démocratie et le respect des droits de l'homme dans les pays bénéficiaires. De même qu'il a organisé la première conférence TICAD en 1993, suivie d'une réunion d'évaluation tenue en 2003, cinq ans après la deuxième TICAD.

La dernière période (2001 à ce jour) est marquée par un changement fondamental de la diplomatie japonaise de l'aide. Tout au long de cette période, une nouvelle approche a émergé et a été façonnée par une combinaison complexe de facteurs dont : 1/ la réduction du budget de l'APD après une très longue stagnation économique et les contraintes budgétaires qui en ont résulté. En 2001, l'aide a été réduite de 27,1 %, contrairement aux Etats-Unis qui ont augmenté le budget pour la même année de 14,8 %, les plaçant au rang de premier donateur mondial ; 2/ la réforme du ministère des Affaires étrangères qui a été secoué depuis 2001 par une série de scandales, dont des fraudes, des détournements de fonds et des comptabilités falsifiées. En réponse à ces scandales, le ministère s'est lancé dans des réformes qui ont conduit à l'adoption d'une nouvelle charte de l'APD en 2003. Celle-ci reprend les principes de la première de 1992, mais y ajoute les concepts de sécurité humaine, de consolidation de la paix et de gestion stratégique de l'aide ; 3/ la coordination et la coopération entre les bailleurs de fonds et, enfin, le quatrième facteur concerne l'intégration du renforcement de la paix dans les politiques de l'A.

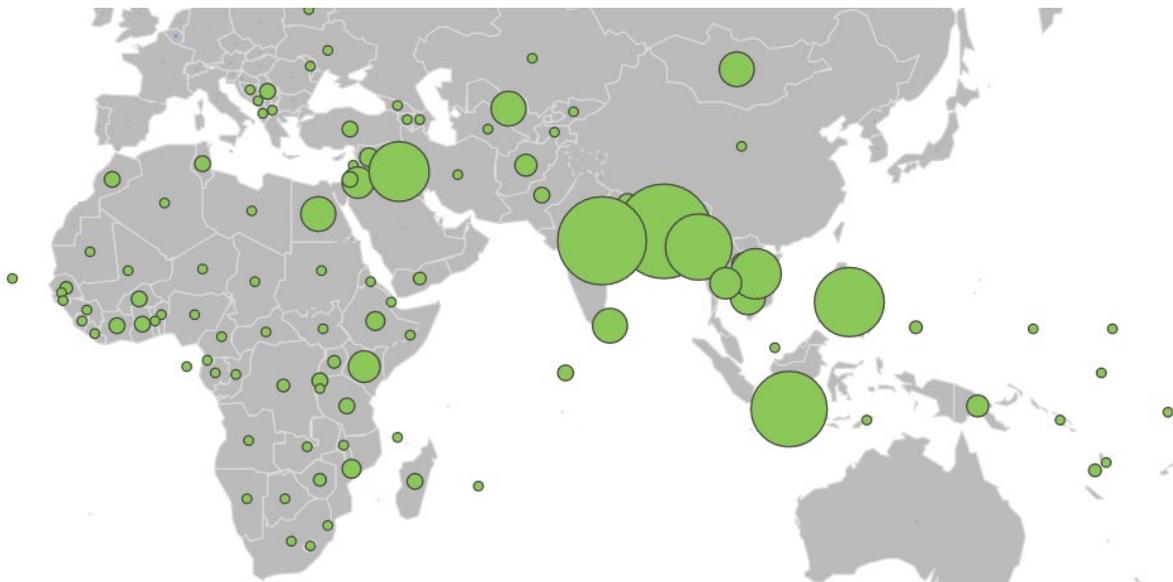
72. Sato, Makoto, et Chris Alden. « La diplomatie japonaise de l'aide et l'Afrique ». *Afrique contemporaine*, vol. 212, no 4, 2004, pp. 13-31. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2004-4-page-13.htm> (P.10).

73. La revue des 20 années de la TICAD, Rapport complémentaire, février 2013, JICA. Page 26.

Après les années 2000, le Japon a réorienté son A en adoptant deux mesures : la première a consisté à élargir le champ de l'aide, la seconde porte sur la manière dont elle est distribuée. En 2000, l'Afrique a reçu 10,1 % de l'APD japonaise.

Pour rappel, de 1980 à 1990, le volume de l'aide financière du Japon à l'Afrique a considérablement augmenté et, en 1993, le Japon se classait au quatrième rang derrière la France, les États-Unis et l'Allemagne⁷⁴. De 1991 à 2001, le Japon a occupé la position du plus grand donateur. De 2001 à 2006, il a occupé la deuxième place, derrière les États-Unis. En 2007, une forte baisse de son aide a placé le pays à la cinquième position derrière les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France.⁷⁵ En 2013, il a récupéré sa 4e position derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.⁷⁶

Jusqu'en en 2020, l'APD bilatérale du Japon est restée concentrée sur l'Asie et le Moyen-Orient. Dans la liste des principaux bénéficiaires, on trouve neuf pays asiatiques et un seul pays africain auxquels le Japon a alloué d'importants montants de l'APD, soit \$10,3 milliards de l'APD à l'Asie contre \$1,8 milliard à l'Afrique.⁷⁷



Source : [OECD site web](#)

L'APD, pilier de la coopération économique nipponne, se divise en deux sous-catégories : l'aide bilatérale, qui est mise en exécution par la JICA, accordée directement aux pays, et l'aide multilatérale qui concerne les contributions accordées par l'intermédiaire d'organisations internationales.⁷⁸

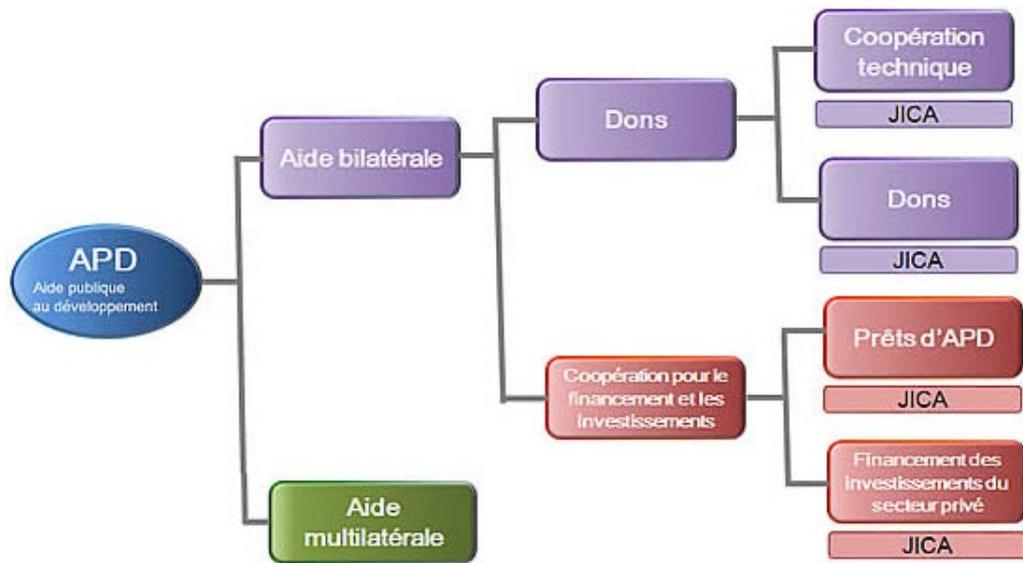
74. Ibid

75. Fiche technique de l'aide au développement. [Portrait du Japon](#). Marie-Hélène Pozzar. Septembre 2009.

76. « L'APD japonaise, catalyseur des forces du secteur privé et de la société civile ». [nippon.com](#), 2014

77. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/b8cf3944-en/index.html?itemId=/content/component/b8cf3944-en>

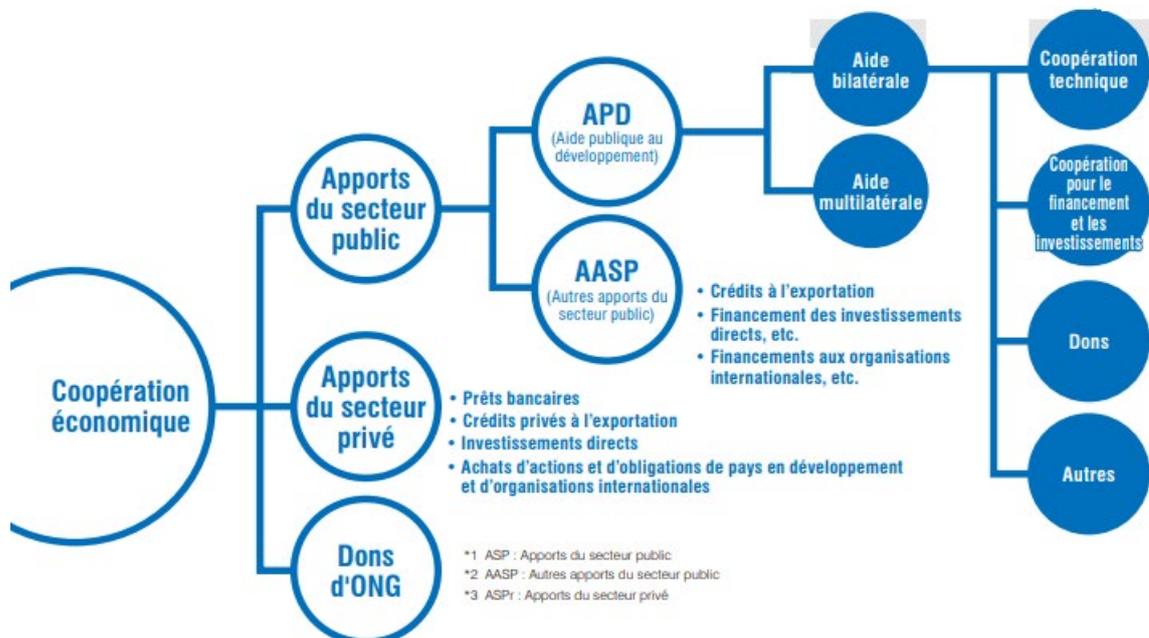
78. Opérations de coopération économique à l'étranger | JICA.



Source : JICA

Par ailleurs, la TICAD et les deux grandes agences (JICA, JBIC), sont les instruments vitaux de l'APD, qui a permis au Japon de façonner son image en Afrique mais aussi à l'international.⁷⁹ La JBIC s'occupe des opérations financières internationales et l'APD sous forme de prêts, tandis que la JICA gère l'APD sous forme de dons de coopération technique. Alors que l'aide sous forme de dons est gérée directement par le ministère des Affaires étrangères.⁸⁰

Il s'agit donc d'une coopération conduite par divers organismes et entités publiques et privées.



Source : JICA

79. « La coopération japonaise dans le continent africain : le développement de l'Afrique par l'Afrique ». PCNS, 2020.

80. L'APD japonaise et l'Afrique : vers un partenariat fructueux ? Ifri. Julien Kita, Septembre 2008. Pages 9 et 11.

A travers ces deux leviers de l'APD, que sont la TICAD et la JICA, le Japon met en oeuvre sur le terrain sa stratégie de coopération qui se base sur le principe du Self-Help, consacré par la charte de l'APD de 1992 comme l'un des principes clés de l'approche nipponne de développement et de la promotion de la stratégie « développer l'Afrique par l'Afrique », qui consiste à encourager l'appropriation par les pays africains de leur potentiel de développement.

L'APD est érigée en un moyen d'expansion et d'influence économique, politique et culturelle. Elle permet au Japon d'entretenir des relations d'amitié avec des pays d'importance stratégique, en particulier les pays riches en ressources.⁸¹ C'est une source d'approvisionnement en matières premières pour alimenter son secteur industriel. Tokyo s'appuie sur l'APD pour conquérir les marchés africains à la recherche de débouchés pour ses produits industriels.⁸² La politique africaine du Japon tourne autour de son A. Elle est l'expression de ses visées diplomatiques, politiques et commerciaux, et également de sa dynamique humanitaire et sécuritaire.

Dans tous ces domaines de coopération, la dimension économique est toujours présente. Comme indiqué dans le « livre bleu diplomatique 2017 », le marché africain est attractif, et l'Afrique est devenue l'une des zones importantes pour la diplomatie et les investissements du Japon, qui s'appuie sur ces trois composantes de l'APD, Opérations de maintien de la paix, et relations diplomatiques) pour assurer la sécurité, la stabilité et le développement inhérents au commerce et à la coopération. Dans les années 1980, le Japon a lié son aide à ses intérêts économiques.

IV. L'écosystème des investissements japonais en Afrique

L'histoire moderne des relations Japon-Afrique a commencé dans les années 60 avec la décolonisation de l'Afrique.⁸³ En 1961, le Japon et le Ghana ont commencé à négocier des accords commerciaux et techniques.⁸⁴ Après une décennie d'indépendance, l'implication du Japon en Afrique s'est traduite par des échanges commerciaux et des investissements directs. Les chocs pétroliers des années 70 inciteront Tokyo à s'approvisionner en ressources énergétiques auprès de pays africains, comme développé plus haut, surtout lorsque le Japon venait d'acquérir le statut de deuxième puis troisième puissance économique et industrielle mondiale. La taille de son industrie a créé des besoins en matières premières (minières, énergétiques et agricoles), principaux secteurs d'investissements des entreprises japonaises en Afrique.

En 2015, le cabinet Africa Business Partners a identifié 440 entreprises japonaises en Afrique.⁸⁵ Celles-ci investissent principalement dans les infrastructures, l'automobile, le pétrole et l'exploitation minière. L'Afrique du Sud a été le partenaire stratégique du Japon en Afrique, abritant 275 entreprises japonaises, loin devant l'Égypte, avec seulement 49 entreprises, le Kenya, 47, le Maroc, 45 et le Nigeria, avec 32 entreprises, et acquérant 70 % des investissements directs étrangers (IDE) japonais sur le continent. Le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou Maurice n'attirent qu'une quinzaine de sociétés, chacun.

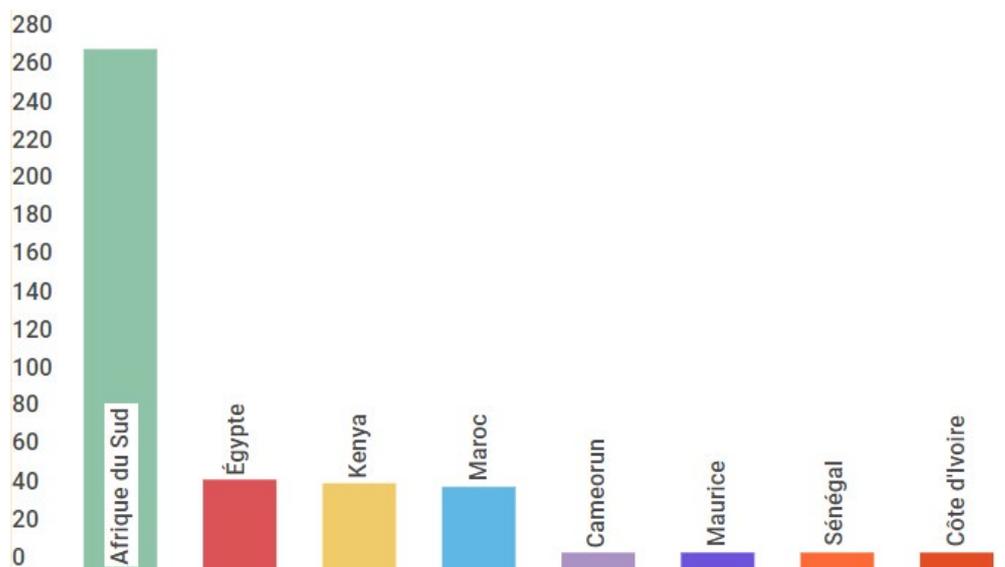
81. L'archipel est pauvre en ressources et dépend des pays en développement pour son approvisionnement.

82. Laurent Kouakou. La doctrine du Japon en matière d'aide au développement en Afrique (1973-2012). EDUCI https://www.revues-ufhb-ci.org/fichiers/FICHIR_ARTICLE_655.pdf

83. Ibid. Laurent Kouakou, p.3

84. Ampiah, Kwaku. « L'Afrique du Sud dans la TICAD : un rôle pivot ». Afrique contemporaine, vol. 212, n° 4, 2004, p. 91-112. www.cairn.info

85. « Distancé par la Chine dans la conquête africaine, le Japon prépare lentement sa revanche ». Agence Ecofin.



Compilation de l'auteur.

Source : Jeune Afrique

En 2020, l'Afrique abritait 796 entreprises japonaises, nombre qui a triplé par rapport à 2010 où il ne dépassait pas 250 unités. Fin 2015, le continent en comptait 687.⁸⁶

En Afrique subsaharienne, les entreprises nipponnes investissent massivement dans des pays comme l'Afrique du Sud (qui concentre un tiers du total des entreprises japonaises en Afrique (275)), et des pays d'Afrique de l'Est, notamment l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Mozambique. Au Maghreb, les entreprises japonaises investissent beaucoup au Maroc (avec 75 entreprises) et en Égypte (49).⁸⁷ Celles-ci sont actives en Afrique de l'Est plus qu'en Afrique de l'Ouest en raison de l'accessibilité géographique et linguistique de la région (pivot de la coopération franco-japonaise).⁸⁸ Pour renforcer sa présence sur le marché africain, le Japon encourage l'investissement privé. Le projet dénommé « Anneau de croissance en Afrique de l'Ouest » a été mis en place et soutenu par l'Agence japonaise de coopération internationale pour le développement des infrastructures encourageant ainsi l'implantation des entreprises japonaises en Afrique de l'Ouest couvrant le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin.

Depuis les années 1980, les entreprises japonaises implantées en Afrique opèrent dans des secteurs comme l'automobile et les motocycles (Toyota, Nissan, Honda, Suzuki, Yazaki, Yamaha...), les engins de construction (Komatsu), les équipements pour le secteur de l'agro-alimentaire (Ajinomoto au Nigeria), peinture industrielle (Kansai Paint), cet opérateur a commencé à investir en Afrique du Sud en 2011, et en 2017 le groupe Kansai a racheté trois sociétés au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Dans le secteur des mines et hydrocarbures, des entreprises comme (Mitsui, Mitsubishi et Sumitomo) y sont présentes. Par exemple, au Mozambique (Mitsui investit dans les gisements gaziers), à Madagascar (Sumitomo investit dans les mines de nickel)⁸⁹. Côté PME, Samurai Incubator a investi au Rwanda en 2018 pour accompagner le développement de start-up dans les secteurs bancaire, de la santé et de l'agriculture.

86. Hiroyuki I : « Les entreprises japonaises doivent être beaucoup plus présentes en Afrique » *Jeune Afrique* .

87. Japan-Egypt Relations (Basic Data) | *Ministry of Foreign Affairs of Japan*. April 12, 2022.

88. Le Japon et l'Afrique après la TICAD V (2013) – *ENA*, p.28.

89. La diplomatie économique du Japon en Afrique : un bilan de l'ère Abe, entre priorités stratégiques et réalités de terrain, Ifri, décembre 2020.

Dans le domaine de l'énergie et des hydrocarbures, les investissements des entreprises japonaises se sont principalement dirigés vers le Moyen-Orient et l'Asie. Le Japon continue de dépendre du Moyen-Orient pour ses importations pétrolières, et ce à 90 %. Pourtant, le premier choc pétrolier de 1973 a permis de limiter sa dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient à 67 %.⁹⁰ Pour sécuriser de nouvelles sources d'approvisionnement en pétrole, l'Afrique est devenue une zone d'expansion possible pour les compagnies pétrolières japonaises. Conscientes du retard, ces entreprises tentent d'obtenir des droits d'exploitation. En 2020, Mitsui et la *Japan Oil, Gas and Metals National Corporation (JOGMEC)*⁹¹ ont racheté 20 % des parts du champ gazier du Nord-Est du Mozambique.⁹² Avant le printemps arabe, des sociétés japonaises ont obtenu des droits de concession pour exploiter le pétrole en Libye. AOC et *Teikoku Oil* en Égypte et *Teikoku* en Algérie. La JOGMEC a conclu un accord avec *Platinum Australia*, concernant *Stellax Platinum*, l'une de ses filiales active en Afrique du Sud.⁹³

Le secteur minier est stratégique pour le Japon. De 1951 à 2001, le Japon a investi 172 milliards de yen dans environ 135 projets miniers en Afrique. Il a investi dans les gisements de cuivre en RDC, de l'uranium au Niger, de chrome à Madagascar, de fer en Côte d'Ivoire, au Burkina-Faso et au Libéria.⁹⁴ Malgré cette présence, les investissements japonais restent faibles, à l'exception d'un projet d'investissement dans l'extraction et la transformation du chrome lancé par Mitsui et Mitsubishi en Afrique du Sud et à Madagascar. Le plus grand investissement japonais dans ce secteur est à Madagascar, le projet Ambatoby fournit au Japon environ 25 % des importations en nickel.⁹⁵

Le secteur des métaux rares et précieux, très prisés par les grandes industries japonaises de l'automobile et de l'électronique, intéresse Tokyo également. 3^{ème} producteur mondial d'électricité nucléaire, le Japon pourrait également s'intéresser aux gisements d'uranium africains. Les investissements dans les matières premières restent essentiels et représentent la plus grande part des exportations africaines vers le Japon : nickel de Madagascar, fer et platine d'Afrique du Sud, charbon et gaz du Mozambique...etc.).⁹⁶ En 2019, la JOGMEC a annoncé l'ouverture de son 14^e bureau à l'étranger à Johannesburg, offrant ses services pour intervenir dans le secteur minier en RDC pour la cartographie des mines à l'aide de son centre de télédétection géologique à distance opérationnel à Labatse, au Botswana.

D'autres secteurs attirent les investissements japonais. Par exemple, le textile au Nigeria et en Côte d'Ivoire, la pêche au Sénégal. Cependant, l'arrivée de nouveaux concurrents déstabilise les positions japonaises. Même dans **le secteur de l'automobile** où la présence japonaise sur le continent est forte avec des taux de pénétration records dans certains pays (90 % au Kenya), l'arrivée de marques chinoises et indiennes, moins chères, fait reculer les constructeurs automobiles japonais. **Dans le secteur des télécommunications**, les entreprises japonaises ont perdu des parts de marché au profit des opérateurs chinois.⁹⁷

90. L'APD japonaise et l'Afrique : vers un partenariat fructueux ? Ifri. Julien Kita, Septembre 2008. P.23.

91. La Société nationale du pétrole, du gaz et des métaux du Japon, est une institution administrative créée en 2004, à la suite de la fusion de l'ancienne « Société nationale du pétrole du Japon » et de « l'Agence japonaise des mines de métaux ». JOGMEC. https://www.jogmec.go.jp/english/news/release/news_10_000067.html

92. Japan Inc. to Invest \$14bn in LNG Development in Africa », *Nikkei Asian Review*, 2 juillet 2020.

93. Livres Open Edition, <https://books.openedition.org/pucl/1226?lang=fr#bodyftn38>

94. Koïchiro Matsuura, La diplomatie japonaise à l'aube du 21^e siècle, Paris, POF, 1998, p.123.

95. Ibid. Ifri. 2008. Voir aussi « Le Japon et l'Afrique : évolutions récentes et coopération ancienne ». FRS.

96. Ibid. Ifri 2020. P.19

97. Ibid. Ifri. 2008. PP.24-25

Les entreprises nipponnes qui relèvent du **secteur médical**, telles que Nihon Kohden Corporation, Nipro Corporation, Takeda Pharmaceutical, Terumo Corporation, etc., sont principalement implantées au Kenya, Nipro Corporation au Sénégal et Symex Corporation au Ghana.⁹⁸ Hakuzo Medical Corporation (Osaka), qui commercialise ces produits médicaux au Kenya et en Côte-d'Ivoire, envisage de s'implanter au Nigeria. La société pharmaceutique Otsuka investit en Égypte depuis 1977.

Dans le secteur bancaire et financier, le Japon a rejoint le Fonds africain de développement en 1973 et la Banque africaine de développement en 1982.⁹⁹ Les trois plus grandes banques japonaises : Sumitomo Mitsui Banking Corp, Mizuho Bank et Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, soutiennent les investissements des entreprises japonaises sur le continent.¹⁰⁰ En 2019, la banque japonaise MUFG a signé un Protocole d'entente avec la banque africaine d'import-export (Afreximbank). L'engagement de MUFG en Afrique remonte à plus de 90 ans, lorsque *Yokohama Specie Bank*, précurseur de MUFG, a ouvert un bureau en Égypte en 1926. Aujourd'hui elle a des bureaux au Caire et à Johannesburg.¹⁰¹

La JBIC en tant qu'institution financière publique élargit chaque année son champ d'intervention en Afrique, apportant un soutien financier aux activités des entreprises japonaises dans le continent. Entre 2008 et 2020, la banque a pris des engagements financiers envers des pays de l'Afrique du Nord tels que le Maroc, l'Égypte, et des pays de l'Afrique de l'Est et australe, tels que l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'Angola, le Malawi, l'Ouganda, la Tanzanie, le Ghana et le Madagascar.

Selon une enquête menée par JETRO en 2019 (2021), 1/3 des entreprises opèrent dans le secteur **manufacturier**.¹⁰² Selon la même enquête, l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria sont les trois pays les plus attractifs depuis 2014. On y lit également que les ressources naturelles ne sont pas la première motivation des entreprises japonaises. En 2019, seulement 14 % des entreprises s'intéressent aux ressources naturelles contre 30 % en 2007.¹⁰³

Dans le secteur des infrastructures, le Japon et Djibouti ont conclu un projet d'accord pour la construction d'une centrale électrique. Entre 2005 et 2016, le Japon et la BAD ont alloué des fonds pour soutenir le co-financement de projets dans les domaines de l'agriculture, de l'eau, de la santé et des infrastructures dans le cadre de « l'initiative d'assistance renforcée au secteur privé africain (EPSA) ». ¹⁰⁴ Le Japon a fourni \$1 milliard en guise de prêts concessionnels pour la première phase ESPA-1 (2005-2011) et \$2 milliards pour l'ESPA-2 (2012-2016). Les deux parties ont annoncé en 2016 la conclusion d'un accord visant à injecter \$3 milliards pour accélérer la troisième phase.¹⁰⁵ La centrale hydroélectrique de Bujagali (Ouganda), la centrale hydroélectrique de Sahanivotry (Madagascar), la route à péage Lekki (Nigeria) et la centrale électrique à gaz de Takoradi II (Ghana), RASCOM (premier satellite de communication panafricain), Système de câble sous-marin d'Afrique de l'Est (EASSy), XINA Solar One Project (Afrique du Sud), Kigali Bulk Water

98. Rapport sommaire, étude pour la collecte et la confirmation de l'information sur l'utilisation du secteur privé pour l'amélioration de la santé dans six pays africains. JICA. Mars 2020.

99. AFD. « Japan ». African Development Bank - Building Today, a Better Africa Tomorrow, 1er avril 2019.

100. Les trois plus grandes banques japonaises veulent étendre leurs activités en Afrique. Ecofin, Agence, 2016.

101. « La banque MUFG signe un protocole d'accord avec Afreximbank ». African Export-Import Bank, 2 septembre 2019.

102. « Étude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique (Exercice financier 2019) », JETRO, 2020.

103. Ibid. Ifri 2020.

104. « Initiative de l'assistance renforcée au secteur privé (EPSA) ». Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain, 17 avril 2019

105. « La BAD et le Japon lancent une initiative de 3 milliards \$ pour stimuler la croissance du secteur privé et réduire la pauvreté en Afrique ». Banque africaine de développement, 7 février 2019.

Supply Project (Rwanda)... etc. sont présentés comme étant des exemples de projets réussis.

À travers ces quelques exemples, on perçoit la volonté des entreprises japonaises de s'implanter sur le continent, une volonté qui se traduit par la hausse des investissements japonais qui sont passés de \$758 millions, en 2000, à \$7,8 milliards en 2017, et par la présence considérable des entreprises japonaises dont le nombre est passé, en dix ans, de 250 à 796 (2020). Ce chiffre est en hausse, mais qui reste limité comparé aux 50 000 entreprises japonaises implantées en Asie.¹⁰⁶ Alors que le continent regorge d'opportunités pour les affaires, la faible présence des entreprises japonaises en Afrique, à l'exception du Nord et du Sud du continent (pays d'Afrique du Nord, du Sud et de l'Est), est un problème pour le Japon.¹⁰⁷ Malgré le statut de troisième puissance économique dont jouit leur pays, la présence des entreprises japonaises en Afrique est encore limitée. Celles-ci tendent à se développer dans des régions plutôt stables, ce qui explique leur installation dans les pays d'Afrique australe et orientale, notamment en Zambie, RDC, Ghana, Kenya, Tanzanie, Libéria et en Afrique du Sud¹⁰⁸ ; au Nigeria, en Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest, l'Égypte et le Maroc, dans le Nord, sont considérés par les investisseurs japonais comme étant deux partenaires commerciaux distincts.

V. Le Maroc : un partenaire important

Le Maroc et le Japon entretiennent des relations marquées par une profonde amitié entre la famille royale marocaine et la famille impériale japonaise depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1956. Relations dans lesquelles, considère Abdallah Saaf dans son Policy Paper "le Japon et le Maghreb", « la coopération économique occupe une place de choix [...]. Comme montré lors de la visite d'Etat au Japon, effectuée par le souverain marocain en 2005, outre les bonnes relations existantes entre la famille royale et la famille impériale, le Maroc et le Japon ont développé et entretenu des rapports substantiels dans divers domaines ».¹⁰⁹ Le Japon a ouvert son premier consulat à Casablanca en 1938, puis quatre ans après l'ouverture de l'ambassade du Japon à Rabat, en 1961, le Royaume du Maroc a ouvert son ambassade à Tokyo en 1965.¹¹⁰

Les deux pays entretiennent un partenariat économique de longue date. Au cours des dix dernières années, le nombre des entreprises japonaises opérant au Maroc a plus que doublé et atteint 75 contre 35 en 2015, faisant du Royaume la deuxième destination des entreprises nippones en Afrique et du Japon le premier employeur privé étranger au Maroc (50 000 employés).¹¹¹ Les géants automobiles Sumitomo, Fujikura et Yazaki assurent à eux seuls plus de 30 000 emplois.¹¹² Ces entreprises sont principalement actives dans les secteurs de l'industrie automobile et de l'aéronautique, du câblage... etc.¹¹³ Le Japon souhaite développer davantage ses relations économiques avec le Maroc à travers une forte implantation des entreprises nippones dans le Royaume, a indiqué le ministère japonais des Affaires étrangères dans son dernier rapport annuel 2021 « livre bleu diplomatique 2021 ».¹¹⁴

106. Hiroyuki I : « Les entreprises japonaises doivent être beaucoup plus présentes en Afrique », [Jeune Afrique](#).

107. Ibid. Ifri. 2008.

108. Jean-Paul Benoît, *Indispensable Afrique*, Paris, La Découverte, 1985, p.64.

109. Abdallah Saaf « Le Japon et le Maghreb », Policy Paper | [Policy Center for the New South](#). 2019.

110. Japan-Morocco Relations (Data) | [Ministry of Foreign Affairs of Japan](#). And [Embassy of Morocco in Japan](#).

111. Maroc-Japon. Entrée en vigueur de deux nouveaux accords pour doper les investissements | [Challenge.ma](#).

112. « Maroc/Japon : Entre Histoire commune et potentiel inexploité ». [Industrie du Maroc Magazine](#), juin 2016.

113. Jazouli en visite au Japon pour promouvoir les opportunités d'investissement au Maroc | [l'Opinion.ma](#).

114. Diplomatic Bluebook | [Ministry of Foreign Affairs of Japan](#).

Les sociétés basées au Maroc opèrent dans des secteurs stratégiques, tels que l'industrie automobile et les énergies renouvelables. L'Agence marocaine de l'Énergie durable (Masen) et Sumitomo ont conclu un partenariat en 2016 pour construire et exploiter un démonstrateur basé sur la technologie modules photovoltaïques à concentration (CPV) d'une capacité de 1MW à Ouarzazate.¹¹⁵ Dans le secteur bancaire, en marge de la TICAD 2019, Attijariwafa Bank a signé un mémorandum d'entente avec Mizuho Bank, l'une des banques leaders au Japon.¹¹⁶ Le groupe Banque Centrale populaire (BCP) et le groupe Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC), deuxième plus grande banque du Japon, ont signé un MoU pour développer des opportunités d'affaires sur le continent.

La coopération dans le domaine agricole est marquée par une dynamique caractérisée par la réalisation de nombreux programmes et projets de développement, liés notamment au conseil et à la formation agricoles, ainsi qu'au développement hydro-agricole.

Le volume moyen des échanges dans ce secteur s'élève à 200 millions MDH, avec une prédominance des exportations du Maroc qui s'élèvent à environ 180 MDH en moyenne annuelle.¹¹⁷

Lors de sa visite au Maroc en juin 2022, le vice-ministre japonais de l'Agriculture, Takebe Arata, a encouragé l'approvisionnement stable en engrais et en phosphate marocains.¹¹⁸ Le Japon en importe déjà environ 20 % de sa demande intérieure du Maroc.¹¹⁹ La coopération entre les deux pays porte notamment sur les domaines de la pêche maritime, coopération qui remonte à plus de 40 ans, avec l'accord de pêche toujours en vigueur depuis 1985. En 2021, le Japon a lancé un navire de recherche océanographique et halieutique à la pointe de la technologie pour soutenir l'industrie halieutique africaine¹²⁰, dans le cadre du développement de la coopération tripartite entre le Japon, le Maroc et l'Afrique en tant que continent dans les secteurs agricoles, de la pêche et de l'agro-industrie.

Pour les financements d'APD, en 2022 la JICA et le gouvernement marocain ont signé un accord de prêt d'APD d'une valeur de 22 000 millions de yens, un appui budgétaire visant à améliorer l'environnement d'apprentissage de l'éducation de base.¹²¹ Un autre accord de prêt d'APD, d'une valeur de \$200 millions, a été signé en 2020 dans le cadre du programme de soutien à la lutte contre la Covid-19.¹²² Selon le ministère marocain de l'Économie et des finances, « le premier prêt d'APD (en Yens) au Maroc date de 1976. Depuis lors, plus de 37 projets de prêts ont été réalisés au Maroc pour un montant de 310 milliards de yens japonais (environ 27 milliards MAD) dans différents domaines ». ¹²³ Entre 2019 et 2020, l'aide bilatérale du Japon au Royaume a presque doublé, passant de \$34 millions à \$61 millions, selon les dernières données de l'OCDE.

115. « Le Japonais Sumitomo investit le secteur solaire ». [Telquel.ma](https://www.telquel.ma). Masen, avril 2016.

116. Attijariwafa bank signe un mémorandum d'entente avec Mizuho Bank | 2019. [Banque Attijariwafa](https://www.attijariwafa.ma).

117. « Maroc/Japon : volonté commune de renforcer la coopération dans les domaines agricole et halieutique ». [Maroc Diplomatie](https://www.marocdiplomatie.ma), 16 mai 2022 [MAPTV](https://www.maptv.ma)

118. Visite de M. TAKEBE, Ministre délégué de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Japon au Maroc. [Ambassade du Japon au Maroc](https://www.ambassadejaponmaroc.ma). 20 mai 2022. Voir : https://www.youtube.com/watch?v=Rlv8_z6Ee1s

119. Politique de la coopération du Japon destinée au Maroc | [Ambassade du Japon au Maroc](https://www.ambassadejaponmaroc.ma), 2012.

120. <https://www.jica.go.jp/english/news/field/2020/20210325.html>

121. https://www.jica.go.jp/english/news/press/2022/20220706_41.html

122. https://www.jica.go.jp/english/news/press/2020/20201204_41_en.html

123. Coopération maroco-japonaise : Signature d'un Échange de Notes et d'Accord de Prêt sous forme d'appui budgétaire en réponse à la crise provoquée par la Covid-19 | [Ministère de l'Économie et des finances](https://www.ministereconomiefinances.ma) - Maroc

Tableau : APD bilatérale Japon-Afrique

Indicateur	2019	2020	2019 - 2020
APD bilatérale, décaissements bruts, millions USD, prix constants 2020	34	61	
APD bilatérale par le biais d'organismes multilatéraux, décaissements bruts, millions USD, prix constants 2020	1	1	
APD bilatérale non multilatérale, décaissements bruts, millions USD, prix constants 2020	33	60	

Source : [OECD.Stat](#)

Le Maroc et le Japon se rapprochent davantage dans leur coopération, laquelle a été renforcée par la tenue de la 5^{ème} session de la commission mixte Maroc-Japon à Rabat en 2020, qui a été ponctuée par la signature de deux accords de coopération entrés en vigueur en 2022. Il s'agit, d'une part, de l'Accord pour la promotion des investissements et, d'autre part, de la convention fiscale de non double imposition entre les deux pays.¹²⁴ Dans une Note de l'ambassade du Japon à Rabat, on peut lire que l'entrée en vigueur de ces deux accords aspire à porter les échanges entre les deux pays à un niveau supérieur. La Note indique également que le Maroc est l'un des premiers pays africains avec lesquels de tels traités ont été conclus, et qu'il se classe troisième en Afrique par rapport à la Convention et le cinquième par rapport à l'Accord. La mise en place d'un cadre juridique à travers ces deux accords entrainera également une augmentation du nombre d'entreprises japonaises au Maroc. Car, le premier incite les entreprises à accroître leurs investissements au Maroc. Le second encourage l'implantation d'entreprises dans les deux pays en éliminant la double imposition.

Conclusion

La présence du Japon en Afrique a commencé par l'établissement des liens diplomatiques avec des pays africains par le biais de son APD, principal instrument de la politique étrangère du pays du soleil levant. Sur cette motivation était venue se greffer une quête de ressources énergétiques dans un contexte de crises pétrolières des années 1960. L'intérêt du Japon pour le continent africain ne tardera pas à avoir une dimension sécuritaire (implantation d'une base militaire à Djibouti, participation à des Opérations de maintien de la paix des Nations unies en Angola, au Rwanda, en Mozambique et au Soudan), vision qui a été développée dans les années 1990. La quête japonaise du leadership et de reconnaissance internationale a donné naissance à une approche politique qui se manifeste par la recherche d'un soutien à sa candidature à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Aujourd'hui, la présence japonaise est devenue de plus en plus économique, et se traduit par la volonté d'implantation des entreprises japonaises dont la présence sur le continent (moins de 1000) demeure encore modeste, comparée à celle d'autres acteurs. Cependant, les entreprises japonaises sont bien placées pour renforcer leur position, vue qu'elles bénéficient d'un accompagnement par l'APD.

124. LE Matin, « Maroc-Japon : Entrée en vigueur de deux accords commerciaux ». [Le Matin](#).

Le renforcement des liens avec les pays africains est bénéfique pour le Japon, pour de nombreuses raisons : la diversification de son approvisionnement en ressources énergétiques et minières, la progression de son soft power à l'international, le potentiel du marché africain, l'obtention du soutien des pays africains pour sa proposition concernant la réforme de l'ONU et à devenir membre permanent du Conseil de sécurité. Le Japon peut légitimement espérer des retombées positives de sa politique d'Aide au développement en Afrique. D'ailleurs, les résultats en termes d'image sont positifs en Afrique plus qu'en Asie où le poids de l'histoire se fait toujours sentir, expliquant ainsi la forte progression du volume des APD japonaises en Asie. Les Africains se sont également familiarisés avec l'acronyme de la JICA et les jeunes volontaires japonais du JOCV.

La coopération Japon-Afrique s'inscrit dans une stratégie de long terme. La TICAD, un des éléments parmi les plus visibles des relations Japon-Afrique, qui se concentrait principalement sur le domaine d'APD, est devenue une plateforme de rencontre et de réseautage entre les milieux d'affaires japonais et africains. Elle s'avère de plus en plus essentielle pour promouvoir les investissements à long terme. La TICAD de 2013 a apporté un nouvel élément : la participation du secteur privé, n'accordant au gouvernement qu'un rôle d'appui. Celle de 2019 a clairement été menée par le secteur privé, qui a connu la participation de 160 entreprises japonaises, dont la moitié était constituée de PME. Pour renforcer les investissements, un Comité permanent Japon-Afrique a été créé mêlant ainsi acteurs publics et privés se dotant d'un secrétariat qui permet l'établissement des liens pérennes entre les milieux d'affaires tout en incluant les acteurs publics.

Bien que des progrès aient été enregistrés, la présence des entreprises japonaises en Afrique gagnerait à être développée et renforcée. Sur le plan sécuritaire, la contribution japonaise à la sécurité en Afrique demeure discrète¹²⁵, et l'inclusion du continent dans la stratégie indopacifique nippone reste à confirmer. Or, même si Tokyo n'est pas aussi présente que Washington, Pékin ou encore Bruxelles, elle incarne une présence d'avenir.

Les éléments développés dans ce Research Paper montrent combien le Japon s'intéresse toujours à l'Afrique, et comment il essaye de maintenir ses relations à un niveau important à travers des mécanismes de coopération, tenant compte de la compétition qui se joue en Afrique, avec l'arrivée de nouveaux acteurs. Le Japon a été le premier pays non colonisateur à lancer un cycle de conférences bilatérales avec les pays africains, les TICAD, mais d'autres pays comme la Chine, l'Inde et la Corée du Sud s'en inspirèrent, quelques années plus tard.

125. C. Pajon, « Japan's Security Policy in Africa: The Dawn of a Strategic Approach? », *Asie*, n° 93, Ifri, 2017.

Bibliographie

- Abdallah Saaf. « *Le Japon et le Maghreb* ». Policy Center for the New South, 29 juillet 2019.
- El Mostafa Rezrazi, N. (2019). « *De Heisei à Reiwa : la symbolique de l'Empereur* ». Policy Center for the New South.
- Koïchiro Matsuura. « *La diplomatie japonaise à l'aube du 21e siècle* », Paris, POF, 1998, p.123.
- Open Edition Books, (Chapitre IV). « *La Chine et les grandes puissances en Afrique* », Presses universitaires de Louvain, 2013, p. 13957.
- Céline PAJON. « *La diplomatie économique du Japon en Afrique : un bilan de l'ère Abe, entre priorités stratégiques et réalités de terrain* », Ifri, décembre 2020.
- Julien Kita. « *L'Aide publique au développement japonaise et l'Afrique : vers un partenariat fructueux* », Ifri, septembre 2008.
- C. Pajon, « *Japan's Security Policy in Africa: The Dawn of a Strategic Approach?* », Asie, n° 93, Ifri, 2017.
- Edouard Pflimlin. « *Le retrait japonais du Sud-Soudan ou les limites de la politique militaire de S. Abe* ». IRIS, 2017.
- Edouard Pflimlin. « *Le Japon fait de l'Afrique une priorité stratégique* ». IRIS, 2014.
- AISSATOU KANTÉ. « *Le Japon a-t-il une carte à jouer sur les problématiques sécuritaires en Afrique de l'Ouest ?* » ISSAfrica.org, 2022.
- Ambassadeur Higuchi Yoshihiro. « *Le Japon et l'Afrique : évolutions récentes et coopération ancienne* », Fondation pour la Recherche stratégique, 4 août 2020.
- Gouvernement du Japon. « *Pour nos Tomodachi, le Japon en Afrique* », édition 2016.
- C. Jean-Raphaël. « *Quand l'histoire bégaie : le Japon en Afrique au début du XXe siècle* ». Asialyst, mars 2020.
- Akaha, Tsuneo. « *Japon : trouver l'équilibre entre soft power et hard power* ». Politique étrangère, no 1, avril 2011, pp. 115127. www.cairn.info.
- Ampiah, Kweku. « *L'Afrique du Sud dans la TICAD : un rôle pivot* ». Afrique contemporaine, vol. 212, n° 4, 2004, p. 91112. www.cairn.info.
- Laurent Kouakou. « *La doctrine du Japon en matière d'aide au développement en Afrique (1973-2012)* ». EDUCI, 2015.
- Marie-Hélène Pozzar. « *Fiche technique de l'aide au développement* ». Portrait du Japon, 2009.
- Komiya, Ryutaro. « *Les trois secrets de la réussite économique du Japon* ». Le Monde diplomatique, 1er décembre 1967.
- JETRO, (Exercice financier 2019). « *Étude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique* », 2020.
- AFD. « *Japan* ». African Development Bank - Building Today, a Better Africa Tomorrow, 2019.
- « *L'APD japonaise, catalyseur des forces du secteur privé et de la société civile* ». nippon.com, 18 septembre 2014.
- « *AFRIQUE/JAPON : Tokyo prépare son sommet Japon-Afrique* ». Africa Intelligence, 2021.
- « *Free and Open Indo-Pacific. Japon Ministry of Defense's Approach* ». 2021.
- Nicholas Szechenyi, Yuichi. « *Working Toward a Free and Open Indo-Pacific* », Carnegie Endowment for International Peace, Octobre 10, 2019.
- Ministry of Foreign Affairs of Japan. « *Diplomatic Bluebook* », 2017.
- Abréviations : <https://www.mofa.go.jp/policy/oda/white/2019/html/ryakugo.html#JAIDA>.

Annexes :

Annexe 1 : les initiatives régionales d'Indopacifique

Examen intégré de la sécurité, la défense, le développement et de la politique étrangère - Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy



Le Royaume-Uni a décrit son "inclinaison" vers l'Indo-Pacifique dans l'examen intégré (mars 2021)

Initiative de l'océan Indo-Pacifique 6
Indo-Pacific Ocean's Initiative (IPOI)



Annoncé par le Premier ministre Modi lors du Sommet de l'Asie de l'Est à Bangkok (novembre 2019)



Perspectives de l'ASEAN sur l'Indo-Pacifique 6 ASEAN Outlook on the Indo-Pacific



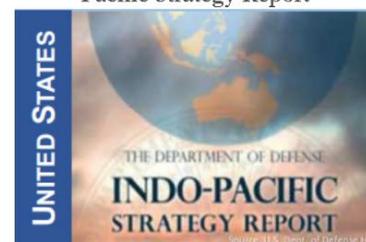
Adopté lors du 34e sommet de l'ASEAN à Bangkok (juin 2019)

Directives Indo-Pacifique - Indo-Pacific Guidelines



L'Allemagne a décrit ses politiques diplomatiques dans la région dans les lignes directrices indo-pacifiques (septembre 2020)

Rapport sur la stratégie indo-pacifique des Etats-Unis -Indo-Pacific Strategy Report



Annoncé par le SECDEF Shanahan par intérim lors du dialogue Shangri-La à Singapour (juin 2019)

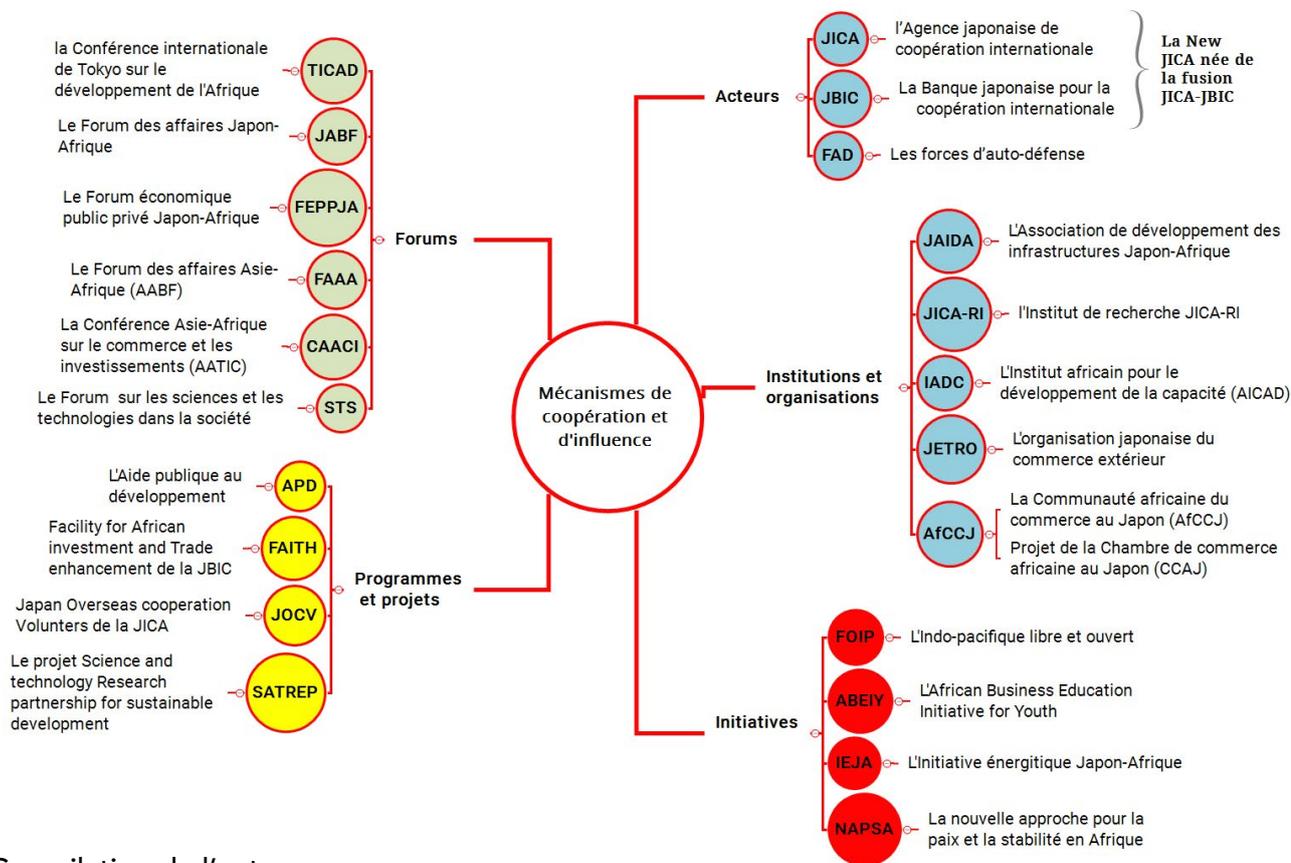
La France et la sécurité dans l'Indo-Pacifique - France and Security in the Indo-Pacific



Annoncé par le ministre Parly lors du dialogue Shangri-La à Singapour (juin 2018, révisé juin 2019)

Source : https://www.mod.go.jp/en/publ/pamphlets/pdf/indo_pacific/indo_pacific_e_2021.pdf

Annexe 2 : les mécanismes de coopération et d'influence.



Compilation de l'auteur.

À propos de l'auteur, Redouan Najah

Redouan Najah est spécialiste des relations internationales au Policy Center for the New South. Ses domaines de recherche portent principalement sur le cyberspace, la cyberdéfense, la cybersécurité, les pays d'Afrique centrale et la Chine en Afrique. Redouan a rejoint l'équipe de recherche du Policy Center for the New South en 2019. Il est titulaire d'un Master en Géopolitique et Relations Internationales de l'Université Caadi Ayaad, Marrakech, et d'une Licence en Economie et Gestion, de la Faculté Polydisciplinaire, Béni-Mellal.

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street, Hay Riad 10100 - Rabat.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

